

Sortir de la sidération

CHANTIER p. 12



agir par
la culture
#75

magazine politique & culturel
printemps-été 2025 // gratuit

Kaoutar Harchi p. 04

L'animalisation de l'animal et de l'humain

Marie Grenez p. 09

Au boulot C!
L'abécédaire critique du travail

Le consentement p. 33

Une notion à l'épreuve de la complexité
des relations humaines

SOMMAIRE

4



Pourparlers

KAOUTAR HARCHI

Animalisation et déshumanisation :
une histoire commune

8



Sans transition

MEGA. Make Europe Great Again

9



Reflets Au Boulot C !



Chantier

Sortir de la sidération

14

MARGÉ FERRÉ

L'espérance comme discipline

16

Face à la droite hégémonique.
Retrouver le chemin de
la profondeur et du temps long

19

ALAIN DENEULT

Préparer et faire advenir
le monde d'après

23

L'associatif militant face
à la fascination des réseaux :
partir, rester ou dépasser ?

26

Les micro-résistances :
pour des désirs révolutionnaires

29

LUDIVINE BANTIGNY

« Se retrouver ensemble
et dans la mobilisation,
dans les liens que tout cela crée »

Mouvement
écosocialiste



Agir par la Culture

Agir par la culture

www.agirparlaculture.be
info@agirparlaculture.be
Une publication de Présence
et Action Culturelles asbl
Rue Lambert Crickx, 5
1070 Bruxelles - Belgique
www.pac-g.be
Tél: 02/545 79 11

ÉDITRICE RESPONSABLE

Sarah de Liamchine
Rue Lambert Crickx, 5
1070 Bruxelles

RÉDACTEUR EN CHEF

Aurélien Berthier
aurelien.berthier@pac-g.be
Tél: 02/545 77 65

ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

Julien Annart, Coraline Burre,
Sabine Beaucamp,

Claire Corniquet, Anne-Lise
Cydzik, Sarah de Liamchine,
Gregory Janssens, Aurélie
Ghalim, Maco Méo, Marine
Michel, Vanya Michel, Frédéric
Personat, Jean-François
Pontégnie, Joly Robert, Olivier
Starquit & Pierre Vangilbergen

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Ludivine Bantigny, Alain
Deneault, Marine Dessard,
Marga Ferré, Kaoutar Harchi,

Marie Greniez, Mark
Michiels, Sung Posier

**COUVERTURE
& ILLUSTRATIONS DU DOSSIER**
Matthieu Ossona de Mendez
instagram.com/mattossona

**CONCEPTION GRAPHIQUE
& MISE EN PAGE**
Vanya Michel

32

Amicalement Nord
Cercle Louis Paul Boon.
L'associatif flamand
qui réveille les consciences

33



FéminismeS
Le consentement:
une notion à l'épreuve
de la complexité
des relations humaines

38

Réverb'
Le verrou n'est pas la clé

39

Popcorns
Nos chroniques culturelles

Les résultats des différents suffrages de 2024, en Belgique et ailleurs, ont matérialisé dans les urnes l'ère de la brutalité du capitalisme autoritaire, la montée inquiétante de l'extrême droite et l'absence totale de réponse à l'effondrement écologique. Choc puis sidération: nous nous sommes trouvé·es figé·es, paralysé·es et incapables d'agir face à cette montée de tous les extrêmes. Pourtant, dans les interstices, des voix s'élèvent, des désirs de transformation persistent et nous voulions dans ce numéro d'*Agir par la culture* identifier comment ils se nourrissent, se développent et se tissent.

L'ensemble des contributions de ce dossier sont autant de graines que nous souhaitons voir germer dans les esprits individuels et collectifs de ceux qui refusent le silence des pantoufles. Les auteurs et autrices nous invitent à sortir de l'angoisse paralysante, à investir le vide

É
D
I
T
O

laissé par l'échec des récits dominants. À refuser la cadence imposée par les réactionnaires, et à retrouver le temps long du politique, de la pensée et de l'organisation. Il y a à inventer mais il y a aussi à retrouver.

Il ne s'agit pas seulement de réagir au pire, il est aussi vital de créer ensemble un demain désirable pour toutes. Désirable et joyeux. Un demain progressiste et radical qui n'occulte ni les dominations ni la nécessité d'articuler enjeux sociaux, démocratiques et environnementaux dans un système mondial qui ne laisse personne sur le bord de la route ou dans le lit du fleuve qui déborde.

Sarah de Liamchine
Directrice de PAC

Pierre Vangilbergen
Directeur-adjoint de PAC

DÉPÔT

Abderrahim El Achhab,
Frank Roland &
José Garcia Hernadez

ABONNEMENT

Sung Posier
info@agirparlaculture.be
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site www.agirparlaculture.be (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur·s auteur·es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source. La rédaction laisse libre ses auteurs et autrices d'utiliser l'écriture épicienne ainsi que l'orthographe réformée de 1990 et d'expérimenter ces nouveaux modes d'écritures plus inclusifs.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



Animalisation et déshumanisation: Une histoire commune

Kaoutar Harchi

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE GHALIM

« De nombreux enjeux politiques se jouent autour de l'animalité » nous dit Kaoutar Harchi à travers *Ainsi l'animal et nous*. La sociologue et écrivaine française revisite dans ce livre l'histoire d'un régime de violence, celui de la Modernité occidentale, afin de mettre en lumière la question de l'animalité et le processus d'animalisation. Elle y expose une généalogie: l'exclusion des animaux et de certains humains de la communauté de celles et ceux qui ont le droit à la vie. En effet, la critique de la séparation nature-culture reste incomplète si on ne prend pas aussi en compte le processus historique et contemporain de la division civilisation-barbarie. Car il aura fallu animaliser les animaux pour pouvoir animaliser certains humains.

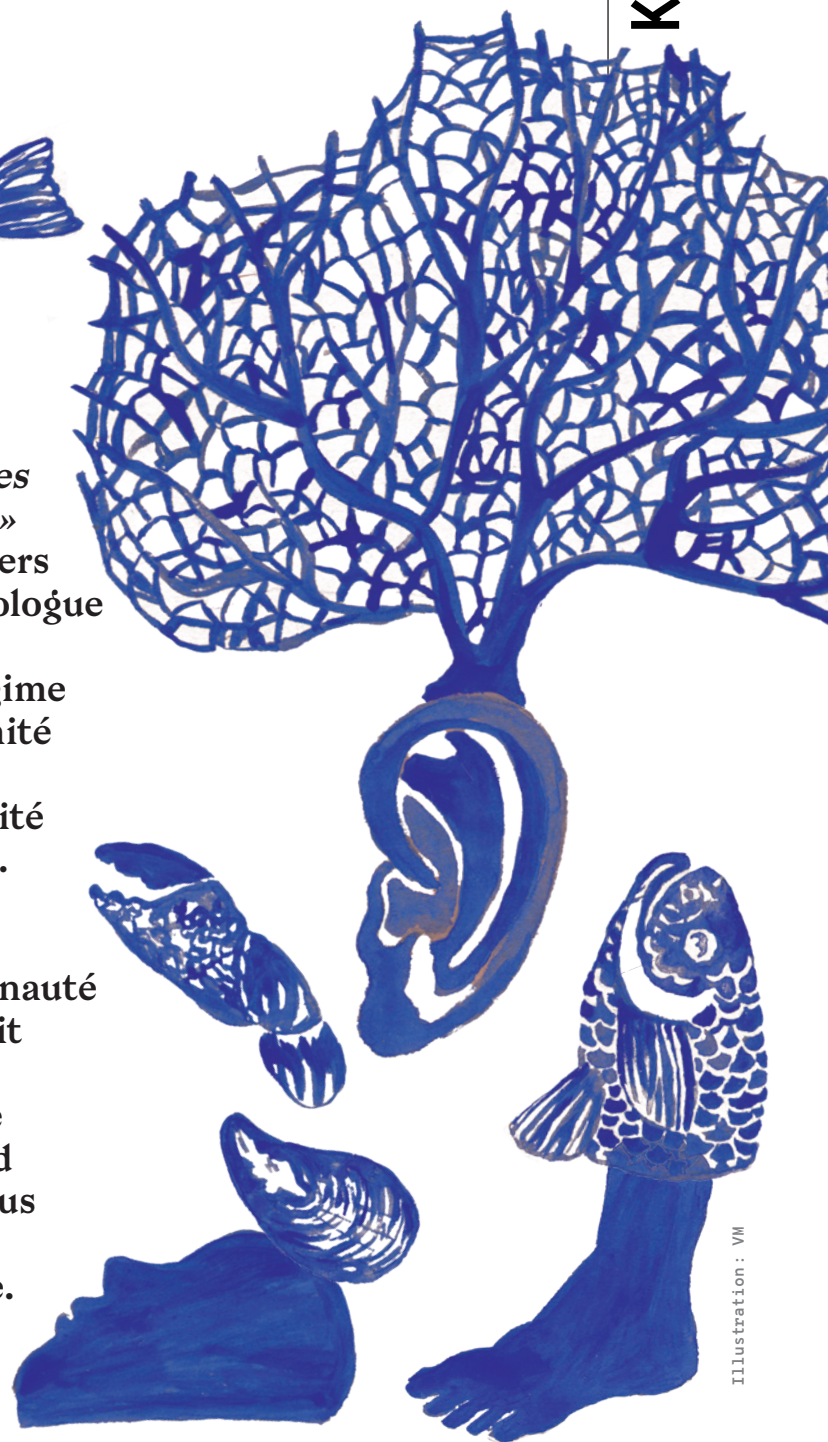


Illustration : VM

Dans *Ainsi l'animal et nous*, Kaoutar Harchi livre un récit qui alterne entre références historiques et éléments autobiographiques. Son propos démarre avec un souvenir d'enfance. Une scène inaugurale dans laquelle son camarade, Mustapha, est mordu par un chien policier. En parlant de l'entourage de cet enfant, venu à son secours, Harchi écrit : « *La foule, vous savez, hurlait ses colères – Faut crever ce chien qui attaque nos gosses – et les policiers de rétorquer – C'est vous les chiens, c'est vous qu'on va crever* ». Cet évènement faussement anecdotique s'inscrit dans une histoire que déploie l'autrice au fil des pages. Comment cette frontière entre, *nous*, les humains et, *eux*, les animaux s'est-elle instituée et, finalement, normalisée dans chaque moment de nos vies ? Refuser d'être associé, en tant qu'humain, à la communauté des animaux semblerait légitime. Si nous rejetons ce « *dispositif métaphorique* » c'est que nous savons que le traitement réservé aux animaux est indigne.

Mais depuis que « *l'Occident a fait tomber la nature en disgrâce* », certains peuples et certaines catégories de personnes ont accompagné cette chute. Ainsi fallait-il retracer cette histoire, celle qui lie les animaux à certains humains. Celle de la frontière raciale qui vint séparer les « êtres blancs » des autres, animalisés : les peuples autochtones des Amériques, traqués, chassés et exterminés par les colons européens, les Noires réduites à l'esclavage et objets obsessionnels des discours scientifiques racistes, les Juif-ves et les Tizganes, victimes d'une « *déshumanisation rationnelle* », les Algérien-nes enfumé-es dans des grottes avec leur bétail par la France coloniale, ou encore les Musulman-es, toujours suspecté-es d'un « *devenir loup* » par les discours et politiques islamophobes actuels. Mais aussi l'animalisation des femmes, considérées comme groupe inférieur, très souvent qualifiées de *chiennes* et dont la « *sexualité bestiale* » devrait être maîtrisée par les hommes. Enfin, le capitalisme s'est aussi fondé sur la déshumanisation du prolétaire dont le travail à la chaîne fut, dès les origines, associé à l'abattage des animaux.

Vous écrivez que « les animaux n'étaient pas prédestinés à être des animaux et à le demeurer », qu'il y a eu ce moment dans l'histoire durant lequel les animaux sont devenus des animaux... Comment les animaux ont-ils été fabriqués ?

Il y a la question des animaux qui ont réellement leur vie propre et puis il y a – dans l'histoire des connaissances et l'histoire du savoir occidental – la question de la définition de l'animal ou de l'animalité. Cette question-là a occupé les philosophes pendant des siècles. On peut penser à Descartes et à sa théorie de l'animal-machine, par exemple. Les philosophes ont eu ce souci de pouvoir définir l'animal ou l'animalité, parce qu'ils avaient le besoin

de définir son envers, c'est-à-dire définir l'Homme, définir l'humanité. D'ailleurs, on considère que ce qui est un animal n'est pas un Homme et que ce qui est un Homme n'est pas un animal. C'est une logique qui fonctionne sur le principe du tiers exclu. La philosophie a cherché à définir ce qu'était le propre de l'homme.

Cette question du propre de l'Homme renvoie directement à cette forme d'impropre de l'animal. En réalité, les animaux, nous savons peu de choses d'eux. Je veux dire : savoir *vraiment*. On sait, par contre, dire ce dont manqueraient les animaux, ce qu'ils ne possèdent pas, ce qu'ils ne seraient pas. Cela permet de définir ce qu'est l'Homme avec un grand H.

Vous retracez l'histoire du dualisme, de la séparation entre la nature et la culture. Ce grand partage est indissociable, selon vous, de l'histoire de l'opposition entre civilisation et barbarie. De quelles manières ces deux paradigmes sont-ils interconnectés ?

Dans le langage courant ou dans nos représentations, on considère souvent qu'il existe deux groupes, le groupe des animaux et puis le groupe des humains. C'est ainsi que nous formulons les choses, ordinairement. J'essaye de montrer que cette frontière-là, qui émane de la frontière nature-culture, est une division spontanée, descriptive. Ce n'est pas une division qui nous informe quant au statut moral de chaque individu ou de chaque groupe d'individus. La véritable division qu'on aurait tout intérêt à considérer, c'est plutôt celle qui oppose les êtres humanisés – les êtres qui ont accédé à la communauté morale, la communauté humaine – et les êtres animalisés, qui eux, au contraire, ont été rejetés de cette communauté. Il suffit de penser aujourd'hui aux personnes exilées, et hier aux individus colonisés, aux esclaves. De nombreux groupes humains ont été traités inhumainement. C'est sur ça que je travaille, sur cette division entre les êtres humanisés et les êtres animalisés. De la division nature-culture et de la division animal-humain découlent tout un ensemble de divisions qui continuent à structurer notre rapport au monde : la division civilisation-barbarie, par exemple. Ainsi, les êtres « civilisés » seraient plus proches de l'humanité et les êtres « barbares » seraient plus proches de l'animalité, par leur prétendu instinct, par leur prétendue violence, par leur supposé appétit sexuel incontrôlé et incontrôlable.

Dans ce travail, ce qui était important pour moi, c'était de montrer que l'animalisation des animaux, le fait que les animaux soient des animaux – c'est-à-dire des êtres tuables, des êtres qu'on peut manger, des êtres dont on ne se soucie pas – est une violence *ouverte*, c'est-à-dire



«L'animalisation des animaux rend possible l'animalisation de certaines populations humaine.»

une violence qui en appelle et en justifie bien d'autres. L'oppression des animaux nourrit une chaîne d'oppressions. Autrement dit, l'animalisation des animaux rend possible l'animalisation de certaines populations humaines. J'ai essayé alors de mettre en évidence les relations qui existent entre le spécisme – soit l'idéologie qui construit l'espèce d'appartenance d'un individu en tant que critère pertinent de considération morale – et les questions raciale, coloniale, capitaliste, de genre, notamment.

Votre travail est de montrer que ces histoires, qu'on a souvent tendance à enseigner de manière compartimentée, sont interconnectées. Votre démarche entend-elle redonner une historicité et à établir des liens qui ne sont pas toujours faits?

Oui, j'ai voulu montrer qu'une histoire, que des effets, des causes, des relations, une dynamique existaient. Cela impliquait de tenter de penser ensemble 1492 et la colonisation des Amériques par les colons d'Europe avec notre époque contemporaine marquée, notamment, par les politiques islamophobes de l'État français. Tout ne se confond pas, bien sûr, mais tout est lié. L'animalisation est ce lien. Le monde est structuré par une *zoopolitique*, c'est-à-dire un ordre social qui s'articule autour du rapport social d'espèce.

Cette *zoopolitique* permet aux membres de l'espèce homo sapiens de se dédouaner des crimes commis contre les êtres animalisés. Car, après tout, ce ne sont que des animaux dont la civilisation aurait raison de se protéger. L'animalisation, comme je le disais, est à la fois ce qui rend tuable et ce qui justifie la tuerie.

Les animaux, on peut les chérir, vouloir les conserver et les mettre dans des parcs pour les protéger et, en même temps, les exterminer. Le colonialisme entretient également ce rapport. On peut mettre dans des musées tous les objets et l'art des peuples colonisés qui ont été pillés et, dans le même geste, détruire ces peuples.

En quoi le spécisme et le colonialisme entretiennent-ils l'idée commune de la conservation et de la destruction?

Nous avons un rapport ambivalent aux animaux. Les animaux ne sont pas tous valorisés de la même manière. On valorise beaucoup les chats et les chiens. Le jour d'un mariage, on peut faire un lâcher de colombes mais pas de pigeons, pas de chauve-souris. Les animaux sont eux-mêmes classés selon certains critères: leur apparence, ce dont ils sont capables, leur caractère domestique, etc. Il y a énormément de choses qui font qu'on aime ou qu'on n'aime pas certains animaux. C'est à mon sens lié à la question de l'intérêt humain et plus particulièrement de la domestication qui vise à produire un monde de confort. Si les chiens sont entrés dans nos vies, ils sont entrés en tant que gardiens, défenseurs. Leur fonction a notamment consisté à protéger les animaux dits «de rente» du loup. Il aura fallu des millénaires et de multiples opérations pour domestiquer le chien.

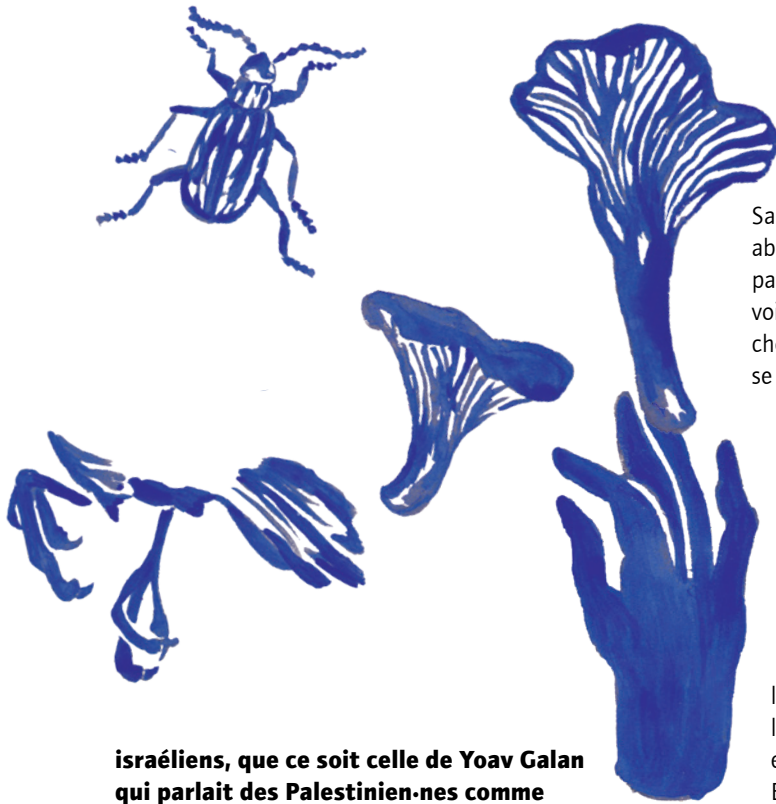
Quel est votre regard sur les politiques migratoires de l'Union européenne? Assistons-nous à une montée en puissance de la déshumanisation des personnes en situation d'exil?

Oui et de manière croissante. Chaque jour apporte son lot de scandales et d'injustices, que ce soit en Méditerranée, dans la Manche ou ailleurs. Les politiques européennes de renforcement des frontières, les prisons flottantes, l'installation de «centres de gestion des migrants» en Albanie, par exemple, tout cela participe à construire la considération morale d'Autrui en tant que privilège. Rappelons que l'on empêche les personnes exilées de poser pied sur la terre ferme: elles sont condamnées à errer sur les mers parce qu'aucun port ne veut les accueillir. Tout le monde n'a pas accès à la terre. Certains sont contraints à une forme de vie aquatique et précaire. On voit que cette animalisation et cette forme de nécropolitique [concept proposé par le philosophe Achille Mbembe pour décrire les mécanismes de domination et de pouvoir qui dictent qui peut vivre et qui doit mourir dans nos sociétés. NDLR] sont absolument terribles et les populations exilées le payent d'une manière abominable.

Votre livre commence avec la dédicace suivante: «Pour Nour et la Palestine». Sur la question du génocide à Gaza, il y a eu, à plusieurs reprises, un processus d'animalisation des Palestinien·nes. On peut, par exemple, citer les déclarations de différents ministres



Kaoutar Harchi,
Ainsi l'animal et nous,
Actes Sud, 2024, 2024



israéliens, que ce soit celle de Yoav Galan qui parlait des Palestinien·nes comme des « animaux humains » ou encore Bezalel Smotrich qui, récemment, a déclaré au sujet de Gaza : « C'est une société animale qui sanctifie la mort. Très bientôt, nous effacerons à nouveau leur sourire et le remplacerons par des cris de douleur et les gémissements de ceux qui n'ont plus rien ». Que révèlent ces paroles de figures politiques israéliennes ?

Ces citations sont ultra contemporaines et elles sont peut-être notre futur. On constate à quel point il suffit de présenter cette société comme inhumaine, non-humaine, ou sous-humaine pour pouvoir porter atteinte à l'intégrité de ce qui reste de la société palestinienne. Et pour que l'extermination du peuple palestinien puisse se réaliser en toute tranquillité et avec le plein soutien des sociétés occidentales rompues à l'impérialisme et à la violence. Cela montre à quel point le spécisme nourrit le colonialisme et inversement.

En parlant d'un agneau mis à mort, vous écrivez que de son « œil oxydé, bien que mourant, s'est détaché un dernier regard, un regard pour moi, je n'étais pas alors la seule à voir, l'agneau aussi voyait, et nous nous sommes vus ». Comment mettre en place ce régime de visibilité qui consiste à bien vouloir voir la souffrance d'autrui ?

Nous produisons beaucoup d'ignorance. Le régime d'invisibilité vient directement du fait qu'on choisit d'ignorer certaines choses et d'en connaître d'autres. Les médiums comme le médium photographique, cinématographique, littéraire ou autres sont extrêmement importants pour contraindre la vue.

Sachant, cependant, que même cette contrainte ne garantit absolument rien. Si on revient au génocide colonial du peuple palestinien, il est sous nos yeux. Il est impossible de ne pas le voir. Mais il y a *voir* et *voir*. Il y a voir et considérer que c'est une chose inacceptable. Et puis il y a voir, et ensuite oublier, ne plus se souvenir de ce qui a été vu.

Vous écrivez qu'un jour « le temps des animaux viendra ». En termes de stratégie de lutte, comment sortir du piège de ne pas vouloir être associé à la communauté animale ? Comment peut-on faire communion avec les animaux ?

L'histoire de la gauche est liée à l'histoire de l'idéologie humaniste. Être humain est tenu pour être la plus haute réalisation. Cette vision est critiquable : elle est anthropocentrée. Axel Playoust-Braure et Yves Bonnardel, dans leur livre *Solidarité animale*, écrivent que « l'humanisme est la forme anthropocentrique que prend le spécisme dans notre civilisation ». C'est très juste. Le fait de considérer l'humanité comme étant le pôle que nous devrions tous et toutes rejoindre, reste problématique parce que l'humanité appelle toujours l'animalité. Ce sont des pôles qui fonctionnent ensemble.

Il faudrait réussir à réfléchir à d'autres manières de construire les choses. La notion de sentience [la capacité à ressentir des douleurs et des émotions NDLR] par exemple, est une notion qui peut être mobilisée. Ainsi, quelqu'un comme Victor Duran-Le Peuch ne parle pas de droits humains mais de droits sentients. Il s'agit des droits qui ne concernent pas simplement les populations liées à l'espèce homo sapiens, mais des droits accordés ou reconnus à tous les individus qui sont sentients. Cette capacité à souffrir, à ressentir le mal, fait de vous un être dont les intérêts sont défendables et respectables. Il y a aussi à cet égard le livre éclairant *Zoopolis* de Will Kymlicka et Sue Donaldson qui travaillent cette question des utopies : comment faire pour que notre confort ne repose plus sur l'inconfort et la mort d'autres individus ?

MEGA *Make Europe*

Le wokisme continue de faire des ravages : il n'est pas de bon ton de louer M. Donald Trump et son Administration. Regardons pourtant les choses en face. Dès son intronisation, dont il faut souligner la grâce et la beauté encore rehaussées par la qualité du public, M. Trump s'est empressé de signer des décrets mettant en œuvre son programme. Ça s'appelle tenir parole.

Pour ce qui nous intéresse ici, l'OTAN, M. Trump l'a dit tout net, s'ils ne paient pas, je ne vais pas les défendre. Il parlait évidemment de tous ces membres de l'Organisation du Traité Atlantique-Nord qui vivent aux crochets des USA. L'Europe a, ma foi, fort bien compris le message. M. De Croo trouvant normal que tout le monde fasse partie de l'effort et le remarquable Théo Francken, un homme, un vrai !, le ministre de nos armées (enfin, de ce qu'il en reste) de renchérir avec l'appui de son gouvernement : on va porter la contribution belge à environ 4,5 milliards d'euros, non prévus dans la Déclaration gouvernementale. Et on ira vite, ce pourrait être fait pour la fin de l'été 2025, puis reconductible annuellement avec une prévisible augmentation bien sûr.

Un miracle budgétaire ? Non !

D'abord, faut voir ce que ça veut dire : 4,5 milliards, c'est à peine le montant des allocations familiales payées à tous les salariés, tandis que le budget de la Sécu atteint lui 160 milliards. Y'a donc pas de quoi s'énervier.

Ensuite, c'est l'Union européenne tout entière qui a, enfin !, décidé de prendre son destin en main, après 40 ans de procrastination sous bouclier américain.

C'est que la grandeur d'une Union d'états se mesure d'abord à sa puissance de frappe et, grâce à M. Trump, voilà qu'arrive notre moment MEGA, *Make Europe Great Again*.

Mme von der Leyen a annoncé le plan *Rearm Europe*, pour un montant de 800 milliards d'euros et la Commission a décidé d'un fort bienvenu assouplissement des règles relatives à l'endettement : on pourra acheter du matos à gogo et engager des militaires capables de l'utiliser (c'est mieux, nous dit-on).

Great Again

Mme von der Leyen est claire, on va vers un marché européen pour les équipements de défense. Tout en reléguant à son exact rang le Pacte vert : derrière tout le reste.

Une industrie reboostée appuyée sur un marché efficient, c'est la martingale gagnante ! Au reste, la finance ne s'y trompe pas. Les actions des armuriers grimpent en flèche et il est très sérieusement question de qualifier d'éthiques les investissements dans ces entreprises puisque la défense européenne est garante de notre sécurité. CQFD.



Bon, les pacifistes bêlants, les écolos-baba cool, toute la clique habituelle des rêveurs, soit s'insurgent, soit s'interrogent.

On passera vite sur les premiers qui n'ont jamais rien compris à quoi que soit. Qu'ils aillent parler de paix à Koursk ou se coucher sur les voies de chemin de fer de Crimée, façon Gandhi, et on n'entendra plus guère parler d'eux. Les seconds en revanche en sont au stade de l'interrogation : comment c'est-y qu'on va fabriquer des armes sans augmenter les émissions de gaz à effet de serre (GES), comment c'est-y qu'on va respecter le « Pacte vert » ? Et puis le nucléaire dans tout ça ?

Les réponses sont simples, qu'on jette à nouveau un coup d'œil outre-Atlantique : dans le fond, qu'on nie le réchauffement ou non, ça ne change rien. Puisqu'on a besoin d'énergie pour la croissance et le progrès, les émissions de GES augmentent sans cesse. Point.

Et ce ne sont pas trois éoliennes et 4 panneaux solaires qui vont changer la donne. Il ne reste donc que le nucléaire pour se passer des énergies fossiles. Et ça tombe plutôt bien. Parce que, faut dire ce qui est, on n'a pas l'air fort malin avec quelques ogivettes britanniques (voire françaises). Le nucléaire, civil ou militaire, c'est notre avenir. Et c'est celui du climat – qu'il y ait un problème ou pas : l'atome est le champion des énergies vertes.

Tout va donc bien dans le meilleur des mondes. Que dit-on dès lors ? Merci Donald !

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

Au Boulot C !



• BULLSHIT JOB •

B comme Bullshit Job

« J'ai repris l'escalier de Penrose – cette illusion optique d'un escalier qui descend sans fin – transposé dans ce monde de bureaux avec des gens qui sont en train de contrôler celui qui est devant. Je voulais illustrer l'idée du "petit chef" qui est l'un des types de "bullshit jobs" que décrit David Graeber dans son livre, à savoir des échelons intermédiaires de management qui ne servent pas à grande chose à part de justifier un emploi... »

GRAVURES SUR BOIS DE MARIE GRENEZ

Infirmière de formation et travailleuse dans le sociomédical, Marie Grenez est devenue artiste depuis quelques années. Avec son abécédaire « Au Boulot C! », elle s'attaque à la question du travail et s'inscrit dans la tradition des graveurs engagés du 20^e siècle comme Frans Masereel ou Félix Vallotton. En 26 lettres, qui sont autant de problématiques mises en caricature, Marie Grenez veut interroger la centralité du travail, le fait que tout soit organisé autour de lui et que nos revenus en dépendent : comment et pour qui on travaille ? Pour Marie Grenez, tout cela mérite d'être réfléchi collectivement. Nourries par les analyses critiques des sciences sociales, ses gravures brutes en noir et blanc prennent une saveur toute particulière quand on sait la vision rigide et patronale du travail que porte le gouvernement dit Arizona, et sa volonté de détricoter le droit social. S'il a été édité en tirage limité papier, le souhait de la graveuse est que son abécédaire soit diffusé largement en version numérique et puisse devenir un outil d'animation. Que ce soit en servant de support à débat et réflexion autour du travail en groupe, ou bien en utilisant sa méthode pour créer des abécédaires sur diverses thématiques sociales.



- CHÔMEUR -

C comme Chômeur

«Un couple se prend en photo à côté d'un chômeur mis au pilori. C'est probablement eux qui lui ont lancé dessus des tomates pourries... C'est l'idée du chômeur comme bouc émissaire. On est vraiment bien là-dedans aujourd'hui avec l'Arizona. Cette idée qu'il est un parasite, une honte, un glandeur qui coule la sécurité sociale. Et qu'il est responsable de tout ce qui lui arrive, car il ne s'est pas assez activé et doit donc être lourdement blâmé pour ça.»



- INTÉRIM -

F comme Flexibilité

«Des travailleur.euses de call center dans une galère. On leur fait miroiter une flexibilité qui les "libérera", leur permettra de mieux jongler avec leur vie de famille, de gérer au mieux leur temps de travail alors que c'est tout le contraire. Car rajouter de la flexibilité finit bien souvent par enchaîner encore plus les gens à leur boulot et à y subir des cadences encore plus effrénées.»



- FLEXIBILITE -

I comme Intérim

«Le père d'un ami décrivait les agences d'intérim comme de nouveaux marchés aux esclaves. Parce qu'elles ont plein de dérogations au droit du travail. On peut t'appeler et te dire qu'on a besoin de quelqu'un dans deux heures mais ça ne va pas t'ouvrir un droit aux congés de maladie s'il y a un souci. Tu n'as aucune protection du travail, tu es taillable et corvéable à merci. Et finalement tu te retrouves avec deux patrons plutôt qu'un.»



N comme Nouveau management

« Dans plein d'entreprises, notamment dans la tech, on prétend veiller au bien-être des travailleur·euses en leur permettant de jouer au jeu vidéo à leur pause ou de faire la sieste au bureau. Mais en fait malgré le masque du fun, l'idée est toujours la même : augmenter ta productivité ; ton bien-être, on n'en a, en réalité, rien à foutre. Cette ambiance de fun au travail peut même créer une pression émotionnelle supplémentaire quand elle insiste sur le fait d'être toujours souriant, enthousiaste, positif et jamais crevé. »

P comme Plein emploi

« C'est une référence à Bernard Friot qui parle du plein emploi comme d'une chimère. On voit un personnage qui brandit un mouton à cinq pattes, bref un truc qui n'existe pas. On entend partout dire qu'il faut atteindre le plein emploi et on dérégule le travail partout dans ce but. Or, on sait bien que le plein emploi n'existera jamais. Même dans un système capitaliste parfait, il y aura toujours quelque chose comme 5% de chômage frictionnel lié au roulement des emplois. Sans compter les automatisations ou les délocalisations. »



XX et XY

« C'est un exemple pour rendre compte de la division genrée du travail. Et aussi, avec les paires de chromosomes féminins et masculins, une astuce pour des mots commençant par X et Y ! Quand la cuisine fait partie des tâches domestiques majoritairement dévolues aux femmes, c'est galère et pas du tout valorisé : c'est normal que ce soit bobonne qui fasse la tambouille. Mais quand c'est un homme en cuisine, celle d'un resto, c'est merveilleux et devient un travail qui mérite d'être mis en valeur et d'être payé grassement. »

■ auboulotc@nubo.coop / Instagram: Mari.uske

Sortir de la

Les pires cauchemars de la gauche occidentale semblent se réaliser un peu partout et en même temps. Droite radicale et extrême droite l'emportent dans les urnes de nombreux pays et dans les têtes d'une part croissante de la population. Aux États-Unis ou en Argentine, bien sûr, mais aussi avec le développement des extrêmes droites alignées sur Trump, dans de nombreux pays d'Europe. Les attaques de ces forces réactionnaires se multiplient contre le système de protection social, l'environnement, les femmes, les personnes trans, l'État de droit, la gauche... Elles se conjuguent avec des synergies délétères qui provoquent paralysie et sidération chez beaucoup de citoyen·nes et de militant·es. Comment ne pas se faire piéger par leurs stratégies du choc? Que mettre en place pour sortir de l'impuissance et retrouver une marge de manœuvre? Tentative de (se) redonner des repères, des perspectives, et une assise de gauche pour se remettre en mouvement, seul remède à l'impuissance et au désespoir.



Chantier coordonné par Aurélien Berthier
Illustrations (sauf mentions contraires):
Matthieu Ossona de Mendez, [instagram.com/mattossoona](https://www.instagram.com/mattossoona)

sidération



L'espérance comme discipline

PAR MARGÉ FERRÉ*

« Notre époque se présente comme un catalogue d'horreurs avec lesquelles nous devrions à présent vivre, une réalité si mauvaise qu'elle serait insaisissable, qu'elle nous paralyserait totalement. Et si ce que recherchait ce récit dévastateur, c'était précisément cette paralysie ? »

Nous reproduisons ici une chronique rassérénante de Marga Ferré, militante argentine-espagnole et coprésidente de l'ONG Transform Europe!, publiée sur le média en ligne espagnol *Publico*. Elle nous rappelle que cultiver l'espoir, c'est développer un puissant remède au fatalisme porté par le capitalisme autoritaire et morbide qui nous assaille ces derniers temps.

« La lune peut être prise à la cuillère ou en gélule toutes les 2 heures. »

— Jaime Sabines

L'année 2025 débute et je détecte une atmosphère de dépression, au moins dans les médias et sur les réseaux : comme si seules les mauvaises choses étaient racontables. Même Carlos Amor [*chroniqueur culturel de la chaîne TVE. NDLR*] normalement joyeux, a fait un résumé absolument déprimant de 2024. Je ne nie pas, je reconnais même volontiers les horreurs de notre époque, mais il y a quelque chose dans ce récit sans espoir qui ne colle pas, qui m'insupporte. Nous vivons une époque de guerres, de génocides, de catastrophes climatiques, de violence

machiste et de racisme non dissimulé... Ce qui me gêne, ce ne sont pas tant les faits, mais qu'on les décrive comme étant insurmontables.

Notre époque se présente comme un catalogue d'horreurs avec lesquelles nous devrions à présent vivre, une réalité si mauvaise qu'elle serait insaisissable, qu'elle nous paralyserait totalement. Et si ce que recherchait ce récit dévastateur, c'était précisément cette paralysie ? C'est la note dissonante, le grincement qui me dérange et me rappelle une phrase d'Angela Davis, toujours de bons secours.

À la question « Y a-t-il de l'espoir dans ce monde ? » posée lors d'une conférence à Barcelone en mai dernier, Angela Davis, avec sa belle diction et son sourire, a répondu par une idée qu'elle dit avoir aimée dès qu'elle l'a entendue : « L'espoir est une discipline ».

Davis a ensuite précisé, avec son honnêteté habituelle, que l'idée venait de Mariame Kaba, une activiste et éducatrice afro-américaine, qui, dans une interview, la définissait de la manière suivante : « L'idée que l'espoir est une discipline m'a été transmise par une religieuse il y a de nombreuses années. L'espoir dont elle parlait était un espoir enraciné que l'on pratiquait tous les jours. Dans le monde dans lequel nous vivons, il est facile de céder au désespoir, de penser que tout va mal tout le temps, que rien ne changera jamais. Je comprends pourquoi les gens ressentent cela. Mais moi, j'ai choisi autre chose. »¹

En ces temps de conformisme, assumer l'espoir comme une discipline me semble relever de la pure rébellion. Et pas seulement, selon l'autre sens du mot discipline, parce que ça devient quelque chose à étudier, à comprendre. C'est sans doute ce qui a poussé Byung-Chul Han² à publier *The Spirit of Hope* [*L'esprit de l'espoir, pas encore traduit en français. NDLR*], qui a la forme d'un livre mais qui est, comme tous les livres qu'il écrit, une boîte de médicaments : on l'ouvre pour y trouver des pilules qui nous aident à penser. Comme celle-ci :

« Dans le régime néolibéral, le culte de la positivité fait que la société devient insupportable. Contrairement à la pensée positive, l'espérance ne tourne pas le dos aux négativités de la vie. Il les garde à l'esprit. En outre, il n'isole pas les gens, mais les relie et les réconcilie. Le sujet de l'espoir, c'est un nous. »

*Traduction : Aurélien Berthier.

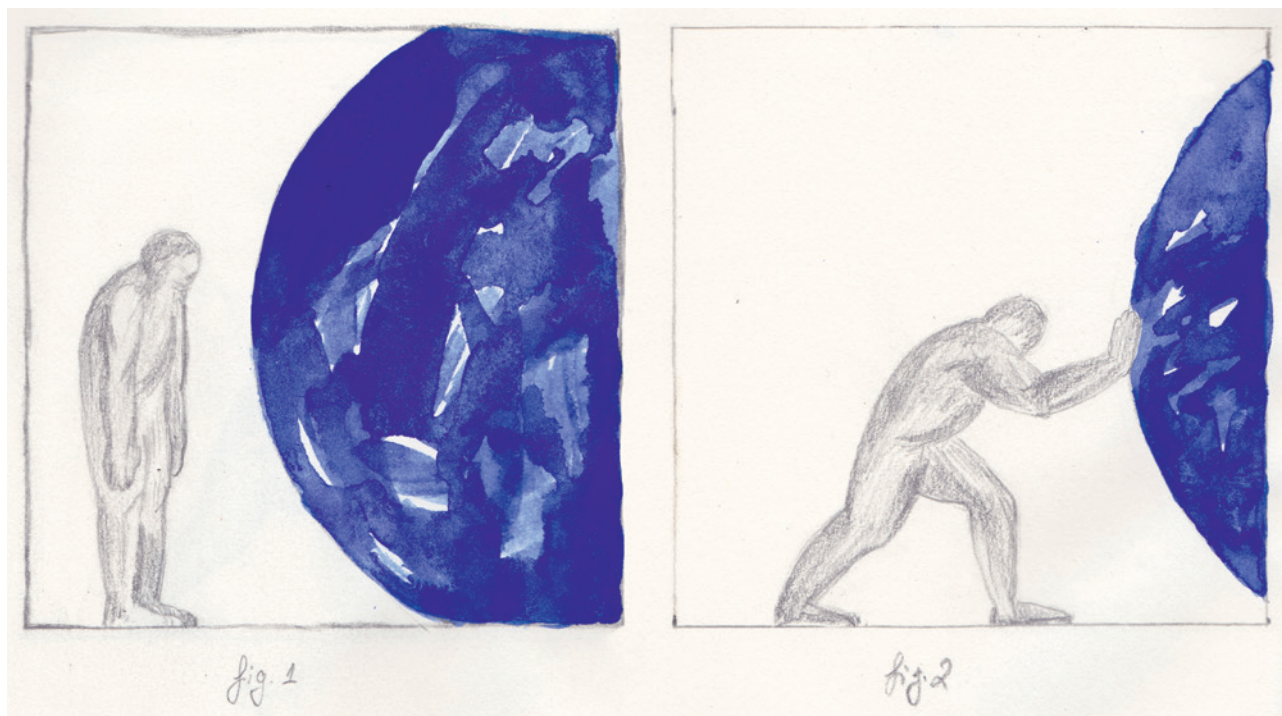


Illustration: VM

CE N'EST PAS DE L'OPTIMISME

Je me réjouis que Han et Kaba, qui sont aux antipodes l'un de l'autre en presque tout (l'une militante pour l'abolition des prisons, l'autre professeur d'université à Berlin) fassent clairement la différence entre l'espoir et l'optimisme.

Mariame Kaba nous apprend qu'avoir de l'espoir, ce n'est pas être optimiste. Il s'agit de croire qu'il existera toujours une possibilité de transformation et de changement, cette conviction n'excluant pas de ressentir de la tristesse, de la frustration, de la colère ou toute autre émotion normale.

En d'autres termes, la pensée espérante ne nie pas les maux du monde; ce qu'elle nie, c'est qu'ils soient immuables. Han ne nous dit pas autre chose, bien qu'il utilise un langage différent: «*Contrairement à l'espoir, l'optimisme est dépourvu de toute négativité*».

Ceux qui le font, et abondamment, ce sont les Trump, Musk, Milei, sans parler de Netanyahu, qui tous ont besoin de développer une rhétorique apocalyptique pour passer pour ceux qui [nous] sauveront. Cela fait un moment que le capitalisme ne

nous vend plus d'avenir, mais au mieux un présent plus technologique, plus militarisé et plus déprimant; c'est pourquoi l'espoir (l'aspiration à quelque chose de différent) les défie. Ils ont besoin de la peur et de la rancœur (le ciment de l'extrême droite) pour que la possibilité d'un changement pour un mieux (l'espoir, ce qui nous fait nous relever quand nous tombons) apparaisse comme étant son antagoniste. Revenons à Han et à ses pilules: l'espoir permet d'échapper à la prison du temps clos sur lui-même.

Lien vers la version originale de la chronique de Marja Ferré (en Espagnol) La esperanza como disciplina: www.publico.es/opinion/columnas/esperanza-disciplina.html paru le 6 janvier 2025.

Je trouve une certaine logique dans la résurgence de l'espoir en tant que discipline et concept, je le vois comme une réaction à des temps qui sont décrits comme désespérés, conformistes et dans lesquels, malgré tout, il y a de la beauté. Il y a une beauté du présent dans les millions de personnes qui descendent dans la rue pour le peuple palestinien, dans les victimes du machisme qui élèvent la voix, dans les volontaires de DANA³, dans la certitude que c'est notre tour de nous battre pour un logement décent pour tous, pour réduire notre temps de travail, pour une vie digne, pour la paix.

De tout cela (et d'elleux), je déduis que dans la vie, dans la politique et dans

l'esprit de notre époque, le contraire de l'espoir n'est pas le désespoir, mais le conformisme ainsi qu'une immense paresse.

Parce qu'un présent qui ne rêve pas ne génère rien de nouveau, il ne remet rien en question, et nous savons déjà que le capital absorbe tout ce qui ne le défie pas. C'est pourquoi, face à tant de «on ne peut rien y faire», je choisis, avec Angela, avec Mariame et même avec la religieuse, l'espoir comme discipline.

C'est ainsi que je commence cette année, avec l'intention de prendre l'espoir à la cuillère (comme la lune du poète) ou en gélule, toutes les deux heures. Avec discipline.

1. Voir podcast *Beyond prisons*, Ep.19 - www.beyond-prisons.com/home/hope-is-a-discipline-feat-mariame-kaba
2. Philosophe et théoricien de la culture allemand d'origine sud-coréenne
3. «Les volontaires de DANA» fait référence aux milliers de bénévoles qui se sont mobilisé·es pour venir au secours des sinistré·es du phénomène météorologique de «goutte froide» (*Depresion aislada en niveles alto* - soit Dana - en espagnol) ayant entraîné des pluies diluviennes et inondations notamment dans la région de Valence en octobre 2024.

Face à la droite hégémonique Retrouver le chemin de la profondeur et du temps long

PAR SARAH DE LIAMCHINE

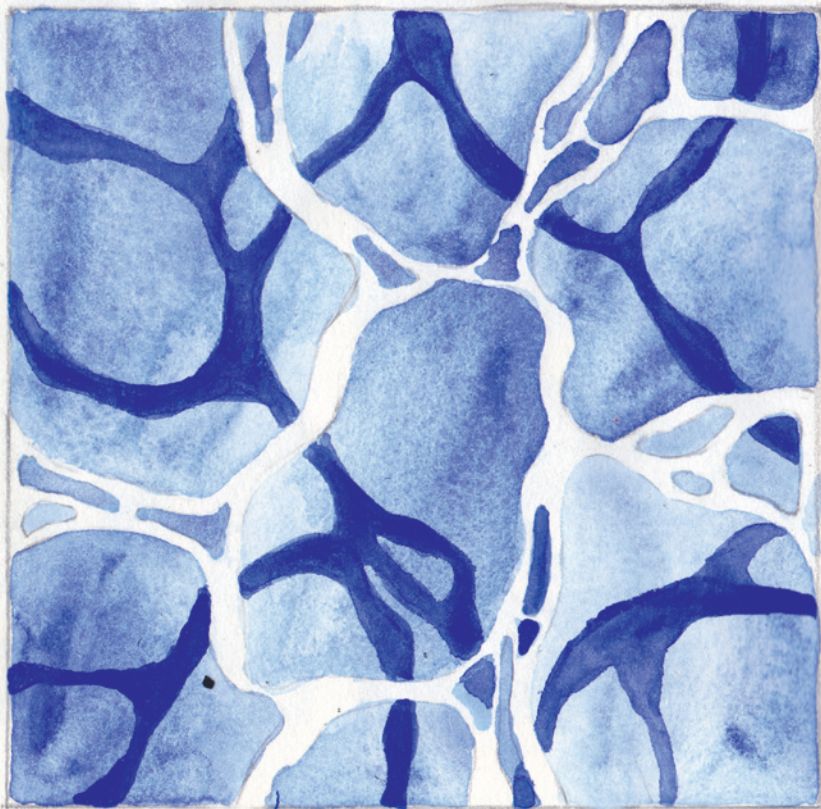


Illustration: VM

En Belgique, on se souviendra de 2024 comme d'une année charnière sur le plan politique. En effet, cette année de tous les superlatifs électoraux a incarné, par ses résultats, le basculement vers la droite d'une frange de plus en plus importante de la société. Face à ce constat, au lendemain des différents scrutins (belges et internationaux), les forces progressistes de gauche se sont réveillées groggy, presque sonnées, par l'ampleur de la vague bleu azur ici, et souvent brune ailleurs. Après la sidération, un temps d'introspection, de réflexion et d'analyse s'imposait pour poser les bases de nos luttes individuelles et collectives dans les mois et années à venir.

Le résultat des élections fédérales, régionales et européennes de juin 2024 en Belgique a surpris par l'ampleur des voix portées à droite ou au centre droit. Pourtant, les signes de ce basculement culturel et politique étaient déjà perceptibles pour nous, mouvement d'éducation permanente, qui sommes quotidiennement en lien avec les citoyen·nes via nos actions locales

L'ÉROSION DE L'ÉTAT SOCIAL : UN TERREAU FERTILE POUR LA DROITE

Depuis plusieurs années, deux dynamiques ont alimenté ce glissement. D'abord, la montée de la précarité économique et sociale. Encouragé par un capitalisme débridé, notre État social s'est peu à peu délité. Si son cœur n'a pas encore été atteint, cette érosion touche de nombreux·ses citoyen·nes, en particulier celles et ceux qui ne disposent pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour affronter seul·es leurs difficultés.

Un État social affaibli entraîne une perte directe de droits pour les plus fragiles et alimente la peur du déclassement dans la classe moyenne. Conscient·es de l'affaiblissement des mécanismes de solidarité portés par la sécurité sociale et les services publics, certain·es citoyen·nes ont intégré les discours de la droite : valorisation de la réussite individuelle, sur-responsabilisation des plus précaires, dénonciation d'abus supposés et accusation de générosité excessive envers les allocataires sociaux ou les personnes en situation de migration.

DÉCONSTRUIRE LES DISCOURS DE DROITE, CONSTRUIRE DES NARRATIFS DE GAUCHE

Face à la dégradation du rôle social de l'État, les associations d'éducation permanente, les syndicats, mutualités, collectifs et autres organisations n'ont cessé de réagir. Ils tentent de déconstruire les discours populistes qui désignent des boucs émissaires comme responsables de l'affaiblissement de notre modèle social.

Dans ce travail, nous nous appuyons sur des données scientifiques solides,

« En l'absence d'alternative claire, face à la dégradation des conditions de vie et à la fragilisation des droits, une part importante de la population s'est tournée vers la droite. »

qui invalident la majorité des thèses de droite liées à la responsabilité des plus fragiles. Pourtant, malgré les chiffres et les analyses produites par les universités et centres d'étude, notre discours peine à atteindre le grand public.

Dans son essai *Pourquoi les narratifs de gauche ne parlent plus aux classes populaires*, Jérôme Van Ruytchveld explique les ressorts de cette difficulté [voir notre encadré]. Il s'appuie notamment sur la théorie des *frames* de George Lakoff pour illustrer l'impuissance du discours rationnel face à des cadres moraux puissants et à des narratifs simplistes.

Il faut aussi admettre qu'il manque à la gauche un véritable projet de société. Un projet capable de répondre aux crises du vivant, aux déstabilisations écologiques et sociales, mais aussi de faire rêver, de proposer un avenir désirable aux citoyen·nes.

Quelles promesses d'une vie meilleure la gauche porte-t-elle encore ? Les grands combats qui ont permis l'effectivité des droits fondamentaux pour des millions de personnes semblent n'avoir pas de descendance. Trop souvent, les partis de gauche, lorsqu'ils gouvernent avec la droite, se contentent d'adoucir des politiques antisociales ou stigmatisantes. Dans ces coalitions gauche-droite, ils peinent à faire émerger des réformes fortes, visibles, identifiables comme des avancées de gauche.

En l'absence d'alternative claire, face à la dégradation des conditions de vie et à la fragilisation des droits, une part importante de la population s'est tournée vers la droite. En proposant des coupables idéaux (toujours les plus précaires) et des solutions simplistes, la droite et le centre droit ont su convaincre, y compris parmi

celles et ceux qui seraient visé·es par les mesures stigmatisantes proposées par ces forces politiques.

Pour des mouvements progressistes comme le nôtre, ce constat est douloureux. Il peut même entraîner une perte de sens dans notre travail, un découragement et l'impression que notre travail parfois peu tangible est vain.

LAISSER LES SÉDIMENTS RETOMBER POUR Y VOIR CLAIR

Chez Présence et Action Culturelles, comme dans d'autres structures partageant nos valeurs progressistes, nous avons choisi de prendre le temps. Ce temps, nous l'avons assumé comme long et nécessaire. Loin du tumulte imposé par l'agenda politique et médiatique, nous avons rencontré des collectifs, partagé des analyses, relu des diagnostics, confronté nos certitudes.

De ce temps d'observation et de réflexion sont nées des pistes d'action. Et surtout, des balises. Des balises qui guideront nos luttes dans les années à venir. Elles allient des fondamentaux de notre ADN politique et pédagogique, et des ruptures nécessaires pour faire face aux bouleversements actuels. La première balise est l'humilité nécessaire pour entamer les changements qui nous reconnecteront à celles et ceux qui ne se reconnaissent plus dans un projet de société solidaire et juste.

REFUSER LA CADENCE DE BANNON

L'une des caractéristiques du basculement politique récent est le rythme imposé par la droite, en particulier l'extrême droite. Ce rythme, d'abord médiatique, devient politique. Il répond à une stratégie clairement formulée par Steve Bannon,

« La force des mouvements progressistes réside dans leur capacité à s'articuler, à se compléter. Nos histoires, nos ancrages territoriaux, nos champs d'action sont différents. C'est une richesse et pas un frein. »

ancien conseiller de Donald Trump : « inonder la zone » d'informations, même fausses, pour occuper l'espace médiatique, tirer l'opinion toujours plus à droite, et rendre acceptables des idées auparavant perçues comme extrêmes.

Ce phénomène, connu sous le nom de déplacement de la *fenêtre d'Overton*, décrit comment des idées jugées inacceptables deviennent peu à peu discutables, puis acceptées. Si nous n'avons pas de prise directe sur l'agenda des médias, nous pouvons choisir de ne pas subir cette cadence imposée. Refuser de réagir à chaque provocation, c'est réorienter notre énergie vers les citoyen·nes, plutôt que vers celles et ceux qui saturent l'espace public.

Parce qu'en réagissant systématiquement, nous jouons leur jeu. Nous amplifions leurs messages, même pour les contredire. Et nos arguments, eux, touchent peu leur cible.

Pourquoi les narratifs de gauche ne parlent plus aux classes populaires

Face à la montée des populismes identitaires et de l'extrême droite, les analyses se sont souvent concentrées sur les stratégies gagnantes de ces courants antidémocratiques et sur les raisons qui poussent les classes populaires à voter pour eux. L'étude *Pourquoi les narratifs de gauche ne parlent plus aux classes populaires* propose un changement de perspective : et si la gauche avait elle-même perdu sa capacité à parler au cœur des gens ? L'auteur, le militant et communicant politique Jérôme Van Ruychevelt Ebstein, explore les failles narratives de la gauche, en faisant le lien entre psychologie sociale et analyses sociologiques matérialistes. Son terrain d'analyse est la Belgique francophone et s'appuie sur les discours diffusés lors de l'année électorale 2024. L'analyse montre comment les collectifs et les organisations progressistes ont perdu un lien social et affectif qui les connectait aux classes populaires, et comment cette déconnexion explique en grande partie l'échec de ses narratifs. Elle avance notamment l'idée que la gauche cherche trop à convaincre par des arguments rationnels et des principes éthiques froids, oubliant que la mobilisation repose sur des expériences vécues, des émotions partagées et des cadres mentaux adaptés. Une invitation à repenser ensemble les stratégies de la gauche sur le champ de la bataille culturelle. Ce texte ne porte pas seulement un regard critique, il ouvre également des pistes concrètes pour reconstruire une parole politique qui rassemble, qui touche et qui gagne durablement. On peut se procurer cette étude gratuitement via ce lien : www.cecinestpasunecrise.org/etudes/pourquoi-les-narratifs-de-gauche-ne-touchent-plus-les-classes-populaires

TISSER UN MAILLAGE DE LUTTES

Nous pensons aussi que la force des mouvements progressistes réside dans leur capacité à s'articuler, à se compléter. Nos histoires, nos ancrages territoriaux, nos champs d'action sont différents. C'est une richesse et pas un frein. Il est fort probable que face à l'ampleur des défis sociaux et écologiques, nous devions être sur tous les fronts. Mais au lieu de démultiplier nos luttes, nous pouvons choisir de nous allier stratégiquement, en valorisant le collectif comme amplificateur et pas comme multiplicateur.

Plutôt qu'un front unique fantasmé, il nous faut accepter la diversité de nos organisations. Plusieurs tentatives de fronts larges, notamment après le Covid, ont échoué. Faute de résultats tangibles, mais aussi parce que les investissements humains n'étaient pas toujours en phase avec les priorités des structures impliquées.

Partons du principe que nous défendons des valeurs communes même si nous avons nos sensibilités. Tentons de rendre concrète l'idée selon laquelle nous luttons « ensemble quand c'est possible, seul quand c'est nécessaire. »

ÉCOUTER LES COLÈRES, ENTENDRE LES DÉSILLUSIONS

Enfin, il nous faudra aussi prendre le temps d'écouter. Nombreux·ses sont les citoyen·nes aujourd'hui qui sont déçus, et se sentent abandonnés. Beaucoup ont le sentiment que la classe politique, au sens large, ne les entend pas et ne les comprend plus. Ce ressenti alimente un désamour croissant pour la démocratie, en particulier sa version électorale et ses principaux acteurs : l'État, les partis politiques, les corps intermédiaires.

Ces frustrations sont activement entretenues par les discours populistes de droite. Face à cela, il est essentiel d'adopter une posture d'écoute, loin des jugements et des postures moralisatrices. Car les citoyen·nes qui se sentent méprisés par la droite ont parfois aussi ressenti ce mépris dans le regard ou les discours des forces progressistes.

Rétablissons avec ces citoyen·nes déçus les valeurs fondamentales qui fondent la gauche comme le respect, la solidarité, l'égalité, mais aussi la joie de partager des expériences humaines, le plaisir de se rencontrer en vrai pour échanger, la force de nos passions joyeuses partagées.



Préparer et faire advenir le monde d'après

ALAIN DENEAULT



PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Avec l'avènement d'une révolution populiste et réactionnaire dans divers pays, États-Unis en tête, on sent de nombreuses possibilités de bascules. Notamment, une indifférence totale au dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Ainsi qu'une poursuite effrénée de l'exploitation de la nature et des activités extractivistes à tout crin. Rencontre avec le penseur du capitalisme contemporain Alain Deneault, pour voir comment faire face à cette question climatique et à l'angoisse qu'elle suscite. Il renverse le *Que faire?* de la gauche qui propose des programmes clés en main inhibant en un *Faire que!* appelant à l'action pour sortir de la sidération. Alors que ni l'État ni le capital ne semblent en mesure d'enrayer le désastre, le philosophe canadien, imagine ainsi un « dessein » désirable et solide à faire advenir : la biorégion.

Votre livre *Faire que !* est sous-titré «L'engagement politique à l'ère de l'inouï». Est-ce qu'on est allé avec l'élection de Donald Trump aux États-Unis encore un cran plus loin en matière d'inouï?

Le caractère grave de notre époque porte sur le fait que nous sommes confrontés à des perspectives extrêmes relatives aux bouleversements climatiques et à la perte de biodiversité qui *ne concernent plus* la décision humaine. Nous sommes face à un phénomène que j'ai qualifié, avec tant d'autres, d'autonome et d'exponentiel. Le peu que ces souverains pourraient faire pour atténuer le choc est à présent mis de côté. Les quelques options qui nous restent pour rectifier le tir sont absolument négligées par des pouvoirs fascistoïdes qui inaugurent une ère de pur rapport de force non seulement concernant la géopolitique, l'accès aux terres, le contrôle des populations, mais aussi le discours, la description des faits et la prétention à la vérité.

Face à cela, il existe une opposition, mais elle n'est pas spécialement réjouissante, comme ici au Canada – pays qui est la cible explicite de velléités d'annexion répétées de la part de Donald Trump. Cette opposition provient, pour le moment, de la droite traditionnelle, pourtant un temps tentée par le trumpisme, et qui revendique un retour au néolibéralisme tel qu'il a pu être encadré, réfléchi, légiféré depuis la chute du mur de Berlin. On n'a donc même plus une opposition gauche/droite, mais une opposition droite hyper libérale/extrême droite. Comme d'ailleurs dans beaucoup de pays d'Europe aujourd'hui.

On vit actuellement l'avènement du climatoscepticisme ou, du moins, de l'indifférence à la catastrophe écologique qui arrive. Est-ce que la franchise du populisme d'extrême droite – qui assume ouvertement la destruction du monde, son exploitation jusqu'à la dernière miette – pourrait paradoxalement ouvrir des opportunités politiques pour la gauche, là où le capitalisme vert faisait miroiter des solutions factices comme le développement durable?

Oui, mais à deux conditions. D'abord qu'on inventorie les points communs entre l'extrême centre (cette droite néolibérale déguisée en centre) et l'extrême droite. En sachant que si cette dernière nous terrifie encore plus que l'extrême centre, elle mérite davantage notre respect au sens où elle a le mérite d'assumer ses convictions et de jouer franc jeu. Alors que ce qui caractérise l'extrême centre, c'est le louvoiement, le travestissement et la fausse conscience.

Ensuite, il faut développer un autre rapport à l'écoangoisse qui est un rapport au vide, à l'impossible, à l'inouï puisqu'il n'existe pas de précédent à ces mutations du climat et de la biodiversité qui permettrait de les penser. Éprouver de l'angoisse est en réalité nécessaire et un signe de bonne santé mentale. C'est-à-dire qu'il faut en passer par là, il faut vivre et assumer l'angoisse. Mais par contre, il ne faut pas s'y stationner ou en faire un trait identitaire. Passer par l'angoisse, c'est accéder à cette formidable énergie psychique. Une énergie qui demande, si on l'accepte, la création d'objets de pensée, l'élaboration de *desseins*.

Que se passe-t-il si on ne l'accepte pas, qu'on résiste à cette écoangoisse?

Lorsqu'on est mû par l'angoisse et qu'on y résiste, on associe cette énergie psychique qui fonctionne à vide à des objets de substitution. Par exemple à des boucs émissaires que l'extrême droite nous offre sur un plateau. Ou à des phénomènes d'identité sociétaux, qui partent de critiques historiquement pertinentes et nécessaires, mais qui se trouvent parfois exacerbés de manière frénétique et délirante. Ou encore à des objets de conversion, qui relèvent plutôt de l'hystérie, où il s'agirait de voir la partie pour le tout et de penser, par exemple, qu'en supprimant des pailles en plastique on réglerait un problème gravissime et majeur.

Il y a actuellement un vide quant à ce que l'inouï commande en termes de réponses. Il y a là un besoin formidable. Et c'est parce qu'on n'arrive pas à élaborer des référents qui soient à la hauteur des enjeux qu'on se retrouve avec un foisonnement de vanités c'est-à-dire d'objets de substitution. Parce que des idées comme le développement durable ou la haine de l'autre ne font évidemment pas le poids pour régler cet enjeu climatique qui nous crève les yeux, mais qu'on cherche par tous les moyens à éviter.

Lorsqu'on résiste à l'angoisse, on reste donc dans le régime des objets de substitution, dans l'état actuel des choses. Mais si on arrive à assumer le vide qui se présente à soi, on s'apercevra assez vite que l'angoisse est un véritable réservoir d'énergie psychique pour investir des objets à produire, c'est-à-dire pour travailler à l'élaboration de *desseins*, de concepts.

J'ajouterai qu'il faut veiller à élaborer des concepts qui soient à la fois lucides et joyeux, les deux en même temps. La lucidité seule, c'est par exemple celle du GIEC, des sciences exactes, avec des scénarios sur des échelles immenses par rapport à des perspectives imprenables, quant à des enjeux qui noient l'humain dans une masse.



Alain Deneault, *Faire que !*, Lux, 2024

On se retrouve dans des contextes d'anomie : on n'est plus rien, on ne compte plus. Une situation, comme l'indiquait le sociologue Émile Durkheim qui favorise le suicide.

Maintenant, si on part des données que les sciences exactes nous fournissent pour ensuite se consacrer à la politique, c'est-à-dire en la considérant comme un genre autonome de la science, on va réapprendre à parler en investissant des concepts, des desseins, des perspectives qui soient adaptés aux situations sensibles et circonstancielles des uns et des autres. La joie qui peut se dégager de ce chemin réside dans ce que Nietzsche appelait un gai savoir, c'est-à-dire une série de pulsions qui nous amènent à nous engager dans le sens le plus difficile, mais aussi le plus stimulant, le plus enthousiasmant. Pour ma part, la notion de *biorégion* est un dessein de ce type. Il permet d'aborder le réel avec joie tout en étant lucide. Ce qui fait que l'objet est crédible, qu'il n'est pas un objet de substitution de plus qui nous ferait retourner à la case angoisse car on voit bien qu'il ne fait pas le poids.

La question « Que faire ? » parcourt comme un mantra les milieux de gauche depuis longtemps. Elle revient aujourd'hui, dans les temps incertains que nous vivons avec une plus grande fréquence encore. Pour vous, si elle possède une certaine force, cette question est aussi piégeuse. En quoi poser les choses sous forme de « Que faire ? » pose-t-il problème et peut nous mener à l'inaction ?

La question « Que faire ? » a ses vertus. Elle est toujours neuve, toujours fraîche. Dès le moment qu'on pense *Que faire ?* en politique, toute une batterie de problèmes se pose et on serait bien avisé d'en prendre conscience.

Cependant, la question a quelque chose de dissonant puisqu'en même temps qu'elle appelle au faire, la formule se termine par un point d'interrogation. Elle appelle au faire, mais se voit faire. On fait, mais en même temps qu'on fait, on se demande si on fait bien, si on devrait faire comme on fait... Tout est concentré dans ce « que » qui est un pronom interrogatif qui appelle un COD. Cela renvoie en somme à une méthode, un parti, des intellectuelles patentées, une stratégie... On est dans l'attente de directives en même temps qu'on veut faire. On est attentif aux ordres.

Vous proposez donc d'inverser les termes, et d'appeler à « Faire que ! »

Ce procédé grammatical change totalement la signification. À partir du moment où on dit « Faire que ! » avec un point d'exclamation, on n'est plus dans l'attente de directives, mais dans un rapport à ce qui doit advenir.

Le sujet n'est pas non plus le même. Car au fond, qui pose la question *Que faire ?* s'approprie le droit d'y répondre. À l'inverse, le *Faire que !* suppose une subjectivité beaucoup plus ouverte et multiple. En effet, le *que* du *Faire que !* est une conjonction de subordination, qui appelle le temps du subjonctif. Un temps qui est celui des aspirations, des désirs, du souhait, de la projection : faire que, faire en sorte que, faire en sorte que les choses soient telle ou telle. Et qui concerne ainsi toutes celles et ceux qui peuvent s'intéresser à cette perspective-là.

Et ce, même au-delà de l'espèce humaine, au sens où on intègre dans la perspective le vivant pour faire en sorte que nous occupions un espace viable, un espace durable. Et là, on engage au fond un processus démocratique, à une échelle sensée qui n'est pas celle de la géopolitique mondialisée, financière et industrielle, capitalistique, mais qui est nécessairement celle de l'espace qu'on *habite*, le seul qui soit : l'espace régional.

Qu'est-ce que ça change dans notre manière d'investir le monde aujourd'hui cette idée de se mettre dans le faire au lieu de réfléchir à un programme global, pour ainsi dire clé en main ?

Que faire ? est un programme, *Faire que !* renvoie à un impératif. C'est la grande différence. La question du *Faire que !* se trouve intimement posée avec un impératif historique qui ne concerne plus la délibération humaine, mais qui concerne plutôt la nécessité de se positionner par rapport à ce qui nous advient *par la force des choses* et qui est *irréversible*. À savoir les vastes et profondes perturbations de la situation climatique et la perte de biodiversité. Et donc à toute une série de conséquences qu'on connaît : recrudescence de zoonoses, incendies de forêt, inondations, érosion des sols et des côtes, canicules...

Une telle conjoncture appelle à de la créativité politique, culturelle, spirituelle même, économique, celle du génie industriel qui devra s'intéresser au *low tech* et non plus au *high-tech*, à la permaculture et non plus à l'agriculture intensive, à l'architecture à partir de matériaux de recyclage accessibles et ainsi de suite. C'est aussi la fin de la mondialisation industrielle et capitalistique.

Il ne s'agit pas d'une option offerte à la carte du restaurant électoral où on se demande ce qu'on va manger pendant 4 ou 5 ans. C'est une question beaucoup plus profonde qui consiste à revoir nos façons de penser, non pas ce qui vient, mais ce dans quoi nous sommes déjà plongés, malgré tous nos dénis. Par quelles formules créatives, adaptées,

« L'histoire est toujours l'affaire des minorités. Soyons cette minorité, cette avant-garde, et voyons venir. Et quand le moment des choix se posera, lorsque l'écoute sera là dans la population, il y aura alors des gens pour parler, pour penser, pour organiser. »

fécondes, nous allons le faire. Sous peine de nous retrouver devant des vociférateurs d'extrême droite et des petits chefs fascistoïdes, comme c'est légion en situation de crise profonde, qui profiteraient du désarroi collectif pour imposer un pouvoir de circonstance.

Je pense donc qu'il faut pour ce faire se constituer en avant-garde, puisque nous voyons bien que, malgré la situation historique qui nous crève les yeux, une majorité est encore soumise aux séductions du marketing, à la pression des marchés, à l'aliénation du travail et n'arrive pas à manifester un sursaut majoritaire. L'histoire est toujours l'affaire des minorités. Soyons cette minorité, cette avant-garde, et voyons venir. Et quand le moment des choix se posera, lorsque l'écoute sera là dans la population, il y aura alors des gens pour parler, pour penser, pour organiser. C'est le plus important pour le moment. Et c'est une façon pour les écologistes, en écologie politique, de se ménager, pour ne pas prendre sur eux la misère du monde et la responsabilité du déni d'autrui. Nous n'avons pas à porter ça. Mais nous avons, en tant qu'avant-garde, à avancer aussi vite que possible, dans une situation où, hélas, nous sommes dans une très désavantageuse course contre la montre.

Quelle est cette approche, cette pensée et cet agir biorégional qu'on peut préparer ou bien qui s'imposera à nous par la force des choses ?

La biorégion telle que je l'ai travaillée, en partant d'un legs qui a 50 ans aujourd'hui, doit se penser dans un rapport contraire au séparatisme. Il ne s'agit plus de concevoir la région dans un acte d'indépendance politique où on se scinderait en tout ou en partie. Il s'agit plutôt d'anticiper le moment où la région qu'on habite se constatera dans une situation de déréliction par rapport aux pouvoirs centraux, dans un moment où les périphéries seront abandonnées par le centre. Parce que le centre en aura plein les bras : trop d'incendies de forêt, de pandémies, d'inondations, de tsunamis,

de tornades, etc. À Mayotte, à Valence, dans la vallée de la Vesdre en Belgique [*territoires affectés par les inondations de 2021. NDLR*], à La Nouvelle-Orléans, dans la région de Clova au Québec [*Région boisée soumise à des mégafeux de forêt en juin 2023. NDLR*], il n'est pas difficile d'imaginer que par moments, l'État nous abandonne et qu'on est laissé à soi-même.

À ce moment-là, on redécouvre deux rapports de dépendance que le capitalisme mondialisé nous a fait complètement oublier, alors qu'ils sont fondamentaux. D'une part, notre dépendance au prochain, à ceux qui nous environnent : nous redécouvrons un lien de solidarité et une interdépendance. D'autre part, un rapport de dépendance au territoire qu'on occupe et dont il faut prendre soin. Redécouvrant ce rapport de solidarité nécessaire avec l'autre et avec le sol, dans un rayon qu'on peut embrasser du regard, car on ne comptera plus longtemps sur l'importation de fruits ou de biens depuis l'autre bout du monde, il faudra bien apprendre à concevoir la politique, l'économie, le travail, l'élevage au regard de ces nouveaux paramètres. Ces questions se posent tout de suite. L'heure est venue de faire l'inventaire de nos forces, de nos talents, de nos atouts par rapport à ce qui s'annonce comme des besoins, des urgences, des aspirations aussi.

Et il faut ajouter à cela l'accueil de millions de réfugiés climatiques, qui seront un bienfait, car on aura besoin de ces populations qui se sont passées du capitalisme alors que nous en étions dépendants. Ce sera intéressant d'avoir des gens qui ont pratiqué la tontine, les gacaca [*ces tribunaux communautaires et villageois au Rwanda qui ont permis d'essayer de surmonter les conséquences du génocide. NDLR*] en droit, ou l'agriculture de subsistance... Ce sont des savoir-faire qui devront être adaptés aux territoires et aux populations.

En vivant un sale quart d'heure universel, les gens des régions respectives se retrouveront dans ce projet universel. Car il ne s'agit pas de travailler pour son bled mais de penser le monde en fonction de circuits courts et au lieu qui nous environne. Ce projet universel supposera d'une manière rigoureuse qu'on pense le rapport au territoire sans que ce soit fait sur un mode arbitraire ou dominateur. Et surtout pas commercial, où il s'agit d'extraire des éléments de son territoire pour des marchés extérieurs en retour d'un pouvoir d'achat nous permettant, à notre tour, de consommer des éléments qui ont été arrachés à leurs lieux respectifs pour qu'on puisse un peu y avoir accès chez soi. Ça, c'est le monde qui est appelé à s'effondrer.

L'associatif militant face à la fascisation des réseaux sociaux :



PAR JULIEN ANNART

Si l'associatif a toujours entretenu un rapport ambivalent avec les réseaux sociaux, leur radicalisation vers l'extrême droite sous l'influence de leurs dirigeants pose plus que jamais la question de l'investissement de ces plateformes. Prenant acte de ce changement, nombre de journaux, d'associations, de politiques, de collectivités... ont déjà décidé de quitter X/Twitter et se posent la question pour Facebook. Alors, partir ou rester ? Et au-delà, comment modifier nos possibilités d'échanger numériquement ? Retour sur les enjeux de cette question et les arguments qui nourrissent ce débat.

L'associatif belge exprime des réticences anciennes et bien connues par rapport aux réseaux sociaux. Comme la critique du fait de « nourrir la bête » en alimentant des sociétés privées capitalistes friandes d'optimisation et d'évasion fiscales. Ou le constat d'un débat de faible qualité sur ces espaces qui favorisent une communication spectaculaire, une expression centrée sur l'individu voire la promotion de soi, des échanges acrimonieux encourageant l'opposition et le conflit plutôt que la recherche d'un commun, une dévalorisation des faits par rapport aux opinions. Bref, une agora à l'inverse de celle voulue par les divers courants progressistes.

Une version longue de cet article accompagné d'une bibliographie et de nombreux liens est à retrouver sur www.agirparlaculture.be.

Des caractéristiques structurelles propres à l'associatif expliquent aussi les réticences du secteur par rapport aux réseaux sociaux. Comme des compétences communicationnelles surtout développées pour les médias traditionnels, une méfiance par rapport au numérique comme projet néolibéral et un manque de maîtrise des codes des réseaux sociaux organisés autour du *même* et du *lol*¹.

Dans les faits, l'associatif est toutefois présent sur les réseaux sociaux, présence résultant souvent de débats internes animés.

UN CADRE DÉGRADÉ

Si ces réticences sont légitimes et le questionnement qu'elles portent mérite notre attention, la situation a changé. Et ce changement nous invite à approfondir mais aussi à repenser ce questionnement.

Internet, dans sa version grand public, s'est construit selon la doctrine *move fast and break things* (*avancer vite et casser des trucs*), une logique valorisant la disruption violente inspirée par l'économiste Joseph Schumpeter, un conservateur considéré comme l'un des pères du néolibéralisme.

Les réseaux sociaux ont suivi ce même modèle de développement, y ajoutant une architecture fermée pour construire des écosystèmes clos dans une logique inverse à celle qui avait conduit à la création du web. Il s'agit dans un premier temps d'augmenter rapidement le nombre d'utilisateur·ices attiré·es par une gratuité apparente et une multiplication des services proposés; l'objectif étant de construire un monopole sur le secteur occupé. Puis, de monétiser ces centaines de millions d'utilisateur·es par un extractivisme de leurs données, une forme d'espionnage systématisé permettant de dresser des profils utilisés pour leur diffuser de la publicité². Enfin, faire payer les usages

professionnels, initialement gratuits, de ces réseaux sociaux pour toutes les structures incapables de se priver des services de communication et d'organisation de ces réseaux sociaux au public gigantesque; une problématique que connaît bien le secteur culturel.

Ces abus de position dominante à visée économique sont bien documentés. Mais une autre dimension a émergé avec leur accélération récente puisque cette domination se met aujourd'hui au service d'une optique politique. L'engagement d'Elon Musk auprès de Donald Trump et la mise à disposition de X/Twitter au service de sa campagne électorale avant son soutien réitéré au parti allemand d'extrême droite AFD et son salut nazi lors d'un rassemblement républicain en janvier 2025, la participation de Mark Zuckerberg à un podcast d'extrême droite où il a proféré des propos masculinistes avant de confirmer l'abandon de la modération sur ses réseaux sociaux: tout cela indique non seulement une absence de neutralité de réseaux sociaux devenus des plateformes majeures d'information mais plus encore un soutien à des idées réactionnaires.

Dans ces conditions, la question de la présence sur les réseaux sociaux et de leur investissement se pose avec une acuité encore plus forte.

REVUE DES ARGUMENTS

Alors, pourquoi investir les réseaux sociaux pour l'associatif? Pour partager ses idées, quitte à «faire de la com'», et occuper cette agora nouvelle où s'est déplacé une bonne partie du débat public. Mais aussi pour mobiliser, fédérer, participer ou organiser les mouvements sociaux, les contestations, les revendications. Pour peser sur les cercles de décision et sur les médias, sensibles à l'impact des réseaux sociaux depuis le début des années 2010.

Mais ces raisons demeurent-elles encore valables dans la situation actuelle? Les partisan·es progressistes d'un maintien d'une activité sur les réseaux sociaux, et en particulier sur X/Twitter, défendent la nécessité d'une lutte dans l'espace public numérique, l'importance de ne pas laisser la parole aux seul·es néofascistes, l'utilité de continuer à convaincre par le dialogue, l'impact d'une parole de gauche sur tous les canaux contemporains de communication. Soit, sommairement résumée, la thèse du combat pour l'hégémonie culturelle de Gramsci.

UNE DESTRUCTION DE L'ESPACE PUBLIC

La question se pose-t-elle toutefois en ces termes? D'une part, la mise à disposition par Musk et Zuckerberg de leurs réseaux sociaux au service de partis politiques d'extrême droite valide la critique traditionnelle de la gauche radicale sur la propriété des moyens de production de l'information et de son impact sur l'organisation du débat public³.

D'autre part, comme le montraient les numéros 65 et 66 d'*Agir par la culture* dédiés aux enjeux politiques du numérique, les biais et les orientations volontaires des algorithmes régissant ces réseaux modifient en profondeur la notion d'espace de débat public.

Une récente étude du Center for AI & Digital Humanism⁴ montre à quel point X/Twitter a été utilisé pour favoriser le parti d'extrême droite AFD lors des dernières élections législatives allemandes. Par sa permissivité envers d'innombrables comptes fictifs animés par programmes automatiques et par l'orientation plus que probable des algorithmes en faveur des thématiques du parti néofasciste, X/Twitter a donné une visibilité à l'AFD équivalente à celle de tous les autres partis politiques allemands réunis. À tel point que l'enquête ouverte par la Commission européenne contre cette plateforme va s'étendre à ces manipulations volontaires d'élections.

Dans ces conditions, comment considérer que le débat public est encore possible, que les vertus de la publicité des échanges d'arguments peuvent encore se déployer afin d'éclairer un choix conscient des

«Plusieurs solutions peuvent être envisagées comme l'étatisation des réseaux sociaux, leur mutualisation nationale sur le modèle de la Sécurité sociale, voire internationale sur le modèle de Wikipédia.»

électeur-ices? Comment croire, comme l'affirme l'ancien directeur de Human Rights Watch, que quitter X/Twitter est une erreur pour les progressistes tant il resterait un espace de discussion important? Comment imaginer que les paroles associatives, défavorisées par les algorithmes de certains réseaux sociaux face à la désinformation, impactent encore le débat public? Comment continuer à faire vivre une information plurielle face aux logiques de bulles informationnelles favorisées par ces réseaux?

D'AUTRES PERSPECTIVES?

C'est enfoncer des portes ouvertes que de dire que contrôler l'algorithme, c'est contrôler le débat public. Pourtant, il semblerait que telle soit bien la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui face à des entreprises qui ont explicitement renoncé à leur vernis libéral, aux limites imposées par les pouvoirs publics et aux changements demandés par les mouvements militants. Si les plateformes du groupe Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) et X/Twitter semblent aujourd'hui perdues pour l'associatif, qu'en est-il des autres réseaux sociaux et des autres espaces numériques?

Mastodon et Bluesky ont été les réseaux sociaux les plus mis en avant comme alternatives à X/Twitter. Tous deux décentralisés, ils favorisent peu ou pas les algorithmes de recommandation et laissent une liberté aux utilisateurs pour organiser leur fil informationnel. Mais le premier demeure plus complexe que les autres réseaux et est surtout utilisé par des personnes au fort capital culturel numérique. Pour le second, c'est sa gouvernance qui pose question sur le développement de son modèle économique et laisse planer le doute sur ses évolutions futures. Toutefois, leur investissement par des acteurs, des institutions et des structures progressistes ainsi que leur politique de modération semblent les désigner comme des alternatives valables pour l'associatif.

Front Porch Forum, un réseau social du Vermont aux États-Unis, propose aussi un modèle différent en se concentrant sur les échanges locaux, favorisant la communication entre membres d'une même communauté sans chercher à les

monétiser. Si l'on peut se questionner sur une approche communautaire porteuse d'un certain repli sur soi et de discussions dépolitisées, le contre-modèle qu'il propose ouvre toutefois des perspectives intéressantes pour une autre forme de réseau social.

Car il s'agit bien de cela, mettre l'internet 2.0, centré sur la création participative et les réseaux sociaux, au service d'un projet de société aujourd'hui en danger. Wikipédia, l'une des plus grandes réussites collectives d'internet, apparaît comme une référence majeure dans ce sens. Vieille de près d'un quart de siècle, l'encyclopédie en ligne a su maintenir son ambition de partage neutre du savoir tout en conservant son mode de fonctionnement collaboratif, en créant une organisation favorisant le débat et les échanges entre participantes sans renoncer à son modèle économique évacuant toute notion de profit. Un projet qui semble allier celui des Lumières et des débuts d'internet. Il n'y pas de hasard à voir Wikipédia attaquée aujourd'hui par l'extrême droite.

TRANSFORMER LES RÉSEAUX SOCIAUX EN BIEN COMMUN

Ces attaques contre Wikipédia illustrent bien la volonté réactionnaire actuellement à l'œuvre. Il ne s'agit plus seulement de privatiser des espaces publics⁵ pour les intégrer à l'économie capitaliste mais de les transformer en outils au service de la mise en place d'une société fasciste.

Face à ce projet, les réponses individuelles et même associatives sont utiles, voire indispensables, mais elles ne peuvent à elles seules suffire au regard du caractère structurel de l'emprise des entreprises commerciales sur internet⁶. Plus largement, il faut repenser la question de leur contrôle, de leur statut en tant qu'objets communs et publics.

Plusieurs solutions peuvent être envisagées comme l'étatisation des réseaux sociaux, leur mutualisation nationale sur le modèle de la Sécurité sociale voire internationale sur le modèle de Wikipédia. Cela impliquerait une gouvernance collective, une transparence des algorithmes, des objectifs non lucratifs et un financement mutualisé.

La référence à la Sécurité sociale n'est pas innocente. Au 20^e siècle, la sortie progressive de l'économie capitaliste de secteurs considérés comme essentiels constitue une étape majeure dans l'édification d'une société démocratique. Le cadre matériel qu'elle a mis en place a permis l'exercice réel des droits citoyens autrement réduits à leur seule perspective théorique. Il en va de même pour les réseaux sociaux à considérer comme des espaces d'information et d'échanges nécessaires à l'exercice de ces droits citoyens. Leur influence déterminante sur le débat public, que nous avons évoquée auparavant, invite à les requalifier en secteur essentiel, à changer le cadre législatif et social qui les régit. À les sortir du droit privé pour les transformer en bien commun.

Au delà de se demander s'il faut partir ou rester sur ces plateformes toxiques, l'associatif militant belge pourrait donc œuvrer à diffuser auprès de ses publics les arguments en faveur de nouveaux modèles de réseaux sociaux basés sur une logique de mutualisation, pensée autour de la décentralisation technique mais aussi organisationnelle et économique. Et faire pression sur le monde politique dans ce sens.

1. Des codes culturels et visuels marqués par une ironie permanente qui semble désamorcer tout débat et des références nombreuses à la culture pop contemporaine ainsi que l'utilisation d'images très expressives détournées de leur contexte initial.
2. Le groupe Meta, maison-mère de Facebook, capte en 2024 11% des revenus publicitaires mondiaux.
3. *L'idéologie allemande* de Marx, Engels et Weydemeyer (1845-1846), *L'homme unidimensionnel* d'Herbert Marcuse (1964), *La fabrication du consentement* de Noam Chomsky et Edward Herman (1988)...
4. À consulter ici : www.canva.com/design/DAGesRcirKQ/4-mOPKQEFWtozFtO_jUKRQ/view
5. Internet est initialement né au sein d'universités et de programmes militaires financés par des fonds publics.
6. Par exemple, Amazon (32%), Microsoft (22%) et Google (11%) concentrent 65% des serveurs cloud commerciaux mondiaux en y proposant des services professionnels variés comme du stockage de données ou des machines virtuelles.

Les micro-résistances :



PAR FRÉDÉRIC PERSONAT

pour des désirs révolutionnaires

Le peuple palestinien agonise pendant que l'Occident continue d'armer les forces génocidaires; Trump et Musk accèdent au pouvoir et enchainent les mesures liberticides; la coalition Arizona promet un recul d'acquis sociaux; un plan d'hyper-investissement dans l'intelligence artificielle est annoncé alors que le génocide au Congo dépasse les millions de morts... La succession et la répétition de ces événements participent à une stratégie de choc charriée par des forces réactionnaires suscitant la sidération. Pétrifiées devant les conséquences de cette logique, les voix dissidentes peinent à se faire entendre et les résistances sont mises à mal. Sortir de cette torpeur passe alors par l'élaboration de nouveaux discours qui émergent et s'associent entre eux. La micro-résistance propose de nouveaux énoncés susceptibles de faire face au choc et contrer l'immobilisme induit par la sidération.

Toute une vague bleue tirant vers le brun s'abat sur le monde comme un éternel retour prophétisé par Nietzsche, à l'ère de la mondialisation et de la bombe nucléaire. Le « plus jamais ça » d'après-guerre épousa les promesses du capitalisme mondialisé qui, quelques dizaines d'années plus tard, s'épuiserait à coup de crises pour finalement se dématérialiser, en assurant de façon forte un clivage de classe, de race dans un cynisme assumé et revendiqué. De l'enthousiasme promettant la reconstruction, la richesse et la Lune jusqu'au désenchantement d'un début de millénaire agonisant et

désabusé; d'un «plus jamais ça» déterminé jusqu'à un «on n'a pas encore essayé» amnésique, les stratégies du fascisme viennent choquer la population, la sidérer pour mieux l'instrumentaliser depuis des interstices qu'elles tendent peu à peu à recouvrir.

LA SIDÉRATION: L'INNOMMABLE

À l'époque du numérique, les informations circulent de façon continue et massive sur les réseaux sociaux imposant un flux d'images quasi continu. Il devient alors difficile de ne pas être acculé·e par ces médias intrusifs s'invitant sous forme de notifications, de gros titres et de vidéos courtes. Fin janvier 2025, Donald Trump signe dès son investiture différents décrets liberticides devant les caméras pendant qu'Elon Musk réalise à deux reprises le salut nazi lors d'une allocution filmée. Sur TikTok, des soldats israéliens exposent des sous-vêtements de femmes palestiniennes violées, se filment avant de faire exploser des villes en prenant la pose ou bien se vantent de ne plus savoir combien d'habitations avoir réduites en ruine au volant d'un bulldozer. La liste est longue et les plateformes, plus intéressées par le nombre de vues que la régulation du contenu, participent à la stratégie de choc charriée par les organes réactionnaires.

Le premier effet du choc est la sidération, c'est-à-dire l'impossibilité d'élaborer, de formaliser une description rationnelle de l'évènement traumatique. Sigmund Freud compare la sidération au regard de Méduse qui change sa proie en pierre¹. L'irruption soudaine du traumatisme entraîne le choc puis la sidération en ce qu'il défie l'entendement; il est incompréhensible et rompt toute possibilité de formalisation d'une situation qui échappe à tout processus de conscientisation. C'est parce que je n'arrive pas à comprendre que le choc me sidère. Il repose donc sur l'innommable dont le champ lexical est souvent utilisé pour décrire des attaques terroristes². L'indicible, la pétrification, la vulnérabilité participent au maintien d'un climat de peur entraînant un sentiment de gel de tout mouvement contestataire ou de résistance en profitant de la sidération pour continuer son expansion.

DIRE L'INDICIBLE: RASSEMBLER LES DÉBRIS

Le choc vient casser, briser et éparpiller en morceaux la subjectivité comme en témoigne le phénomène de *dissociation* psychique observé chez les victimes de traumatismes. Un sentiment de sortie de corps (dépersonnalisation) ou de fausse réalité (déréalisation) comme stigmaté du choc ayant détruit une certaine forme d'unité psychique. À force de répéter certains traumatismes, un processus de *morcellement psychique* peut apparaître comme décrit par le psychanalyste Sándor Ferenczi³: pour augmenter la surface à opposer au choc, le psychisme se brise (se clive) pour mieux faire face au danger. Il s'agit d'un mécanisme de défense connu en psychotraumatologie. Toute la cure repose sur la capacité du langage à rassembler ces débris pour retrouver une forme d'unité, de *logique*, sans quoi le sujet reste pétrifié dans son clivage.

En grec ancien, le mot *logos* revêt plusieurs sens que le philosophe allemand Martin Heidegger étudie dans un séminaire consacré à Héraclite. En croisant plusieurs fragments, il propose de traduire *logos* par *rassemblement*⁴. Dans un autre texte, il utilise le mot allemand *Sammeln* qui signifie à la fois réunir, cueillir, accumuler et collectionner, de sorte que «la réunion n'est pas seulement celle résultant en une accumulation» mais que «ce qui a été rapporté à l'intérieur et repris est conservé⁵». Si nous suivons cette conception de la langue en tant que *logos*, parler devient un mouvement qui réunit, rassemble puis conserve ce qui était auparavant éparpillé, dispersé, jeté. Le *logos* dans son mouvement permet de symboliser; l'étymologie de symbole (syn-: ensemble; ballein: jeté) dit bien la capacité unificatrice du langage.

PRODUIRE DES ÉNONCÉS LOGIQUES POUR SORTIR DE LA SIDÉRATION

Après la dissociation, la destruction de l'unité psychique, rassembler à l'aide du langage permet de conceptualiser ce qui était auparavant indicible. Pensons à la formule de Nicolas Boileau: «ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément». Produire des énoncés (articuler des mots en phrases, des phrases en discours,

rassembler des discours en concepts) revient à réunir, symboliser, conserver ce qui est sinon épars. Rassembler sous forme d'énoncés devient cette faculté à recréer une cohérence psychique et par là une sortie de l'état de sidération induit par le choc.

Dans *L'Anti-Œdipe: Capitalisme et Schizophrénie I*, les philosophes Gilles Deleuze et Félix Guattari avancent que le psychisme est caractérisé par un désir essentiellement productif – conception théorique qui s'oppose à celle du psychanalyste français Jacques Lacan qui considère que le désir vient du manque. Tout acte productif s'accompagne d'un désir s'il veut continuer à élaborer des énoncés singuliers, nouveaux face à des machines réactionnaires tendant toujours plus à le contraindre.

La lutte des classes ne se définit plus seulement au niveau purement politique, mais aussi – et peut-être intrinsèquement – sur un plan discursif. Prenons un exemple d'actualité: tout le discours émanant des *cultural studies* intègre une multiplicité de champs allant des études décoloniales, à celles de genre en passant par la déconstruction... Il est animé par un désir de questionner des énoncés institués. Face à cela, les forces réactionnaire et conservatrice réduisent ce discours subversif à un signifiant autoritaire essentialisant: le *wokisme*. Le journaliste Jean-Michel Apathie a récemment fait face à cette censure en étant limogé de la radio RTL suite à la dénonciation des crimes coloniaux français en Algérie. Les discours d'extrême droite s'appuient essentiellement sur la croisade contre «le danger woke» repris de façon ubiquitaire dans des médias de plus en plus sensibles à cette affinité politique réactionnaire. Obtenir le monopole discursif (que le philosophe italien Antonio Gramsci appelle *l'hégémonie culturelle*) nous semble au centre de cette stratégie du choc.

RÉSISTER À LA STRATÉGIE DU CHOC: LES AGENCEMENTS COLLECTIFS D'ÉNONCIATION

Face au discours monolithique du fascisme, les productions d'énoncés singuliers peuvent s'agencer pour sortir de la sidération en se collectivisant. Devant le

« Pour sortir du choc, replacer le désir au centre des luttes permet d'impulser un mouvement de résistance à travers des interstices. »

choc réactionnaire, la résistance doit alors élaborer ce que Félix Guattari appelle des *agencements collectifs d'énonciation*. Ceux-ci sont à l'origine des « *tactiques et des stratégies libératrices* »⁶.

Ainsi, face au massacre du camp de réfugiés à Rafah le 26 mai 2024 par les forces d'occupation israélienne, un mouvement étudiant occupe pendant plus d'un mois un bâtiment de l'Université Libre de Bruxelles. La collaboration avec les universités israéliennes est dénoncée par un groupe ayant agencé collectivement un discours au sein d'une nouvelle institution (l'Université Populaire de Bruxelles – UPB). La diversité des étudiant·es au sein de cette occupation tant sur le plan idéologique, social que politique s'est agencée collectivement pour produire des revendications au sein d'un processus contestataire qui a mené à la cessation des partenariats de l'ULB avec l'entité sioniste⁷.

Toujours avec Guattari, l'élaboration d'un projet collectif s'efforce de saisir les articulations entre différentes composantes pour créer une sorte de carte avec autant de nœuds et de réseaux possibles pour contrer les effets aliénants des forces totalitaires.

La puissance du mouvement contestataire de l'UPB vient de sa capacité à pouvoir s'articuler avec les luttes antifasciste, décoloniale et révolutionnaire sur la carte du territoire bruxellois à la façon d'un rhizome. Plus le réseau est développé, plus il se consolide et échappe aux phénomènes de capture par l'appareil conservateur.

Pour sortir du choc, replacer le désir au centre des luttes permet d'impulser un

mouvement de résistance à travers des interstices. Se laisser traverser par des affects, des désirs activant intensément des potentiels révolutionnaires. Après la sidération du choc, il s'agit de réanimer nos corps en branchant différentes intensités en les articulant; permettant de passer d'une échelle individuelle à une dimension collective.

ARTICULATION DES LUTTES DE L'ÉCHELLE MICRO- À MACRO-

La distinction de deux niveaux sociaux permet de penser l'articulation des luttes et son extension. Une échelle individuelle (micro-sociale), les désirs des différent·es étudiant·es bruxellois·es qui s'agencent jusqu'à s'étendre à une échelle institutionnelle (macro-sociale) comme une boule de neige à l'origine de grands bouleversements⁸. Guattari donne l'exemple du mouvement de Mai 68. La résistance prend alors d'abord naissance à l'échelle micro-sociale avant de s'étendre. Devant le pessimisme ambiant d'une société à la dérive, un optimisme à l'échelle individuelle permet d'initier un mouvement contestataire susceptible – dans un second temps – de se généraliser.

La stratégie du choc produit des discours qui décrédibilisent les luttes au nom d'un impératif de rationalité raisonnable. Face à elle, différents éléments, différents potentiels latents peuvent s'actualiser. Cette différence nous parcourt et génère ce que Gilles Deleuze appelle une *intensité*⁹. Le désir est intense dans le sens où il contient en lui des contradictions, des différences à l'origine d'un mouvement. Se laisser affecter par les effets des forces réactionnaires (injustice, inégalités, répression) d'un côté; d'un autre côté porter des valeurs sociales.

Entre les deux, une différence à l'origine d'une tension, d'une intensité susceptible de mettre en mouvement un corps. Prônons les désirs subversifs à l'échelle individuelle, agencions nos intensités vers un projet d'amour révolutionnaire¹⁰ afin d'émerger des interstices par des agencements collectifs d'énonciation renversant le discours totalitaire dominant.

Soyons créatif·ves, inventif·ves, jouissif·ves face à l'essentialisation stérile du conservatisme ! Une multiplicité de possibles ne demandent qu'à être actualisés pourvu qu'ils soient intégrés à un réseau d'intensités et de discours subversifs. Être résistant·e, c'est toujours et avant tout être artiste, poète et planteur·euse; créer, embellir et semer.

Le choc sidère, pétrifie et effraie tant qu'il reste incompréhensible, irrationnel. Produire des énoncés, des discours agencés collectivement, permet de sortir de l'immobilisme induit par les forces réactionnaires. Cette production de désir, de créativité et d'amour au sein d'une cohérence discursive intensifiant des potentialités subversives ne demandant qu'à être concrétisée dans un projet commun de résistance.

1. Sigmund Freud, « La Tête de la Méduse (1922) » in *Résultats, idées, problèmes II*, PUF, 2009, p. 49.
2. Par exemple, la une du numéro du 12 septembre 2001 du journal *Libération* qui présente seulement New York avec un nuage de fumée sans aucun titre. Le journal est pourtant connu pour ses titres de Une percutants.
3. Sándor Ferenczi, *Journal clinique: Janvier-octobre (1932)*, Payot, 2014.
4. Martin Heidegger & Eugen Fink, *Héraclite: séminaire du semestre d'hiver 1966-1967*, trad. fr. Launay et Lévy, Gallimard, « Tel », 1973, p. 38.
5. Nous traduisons ici Martin Heidegger, « Drei Wege zur Frage: Was ist der λόγος? » in GA 55: *Heraclit*, Vittorio Klostermann, 1979, p. 267.
6. Félix Guattari, *Lignes de fuite: pour un monde des possibles*, L'Aube, 2021, p. 117.
7. Voir pour une analyse plus approfondie de ces agencements collectifs « Intifada étudiante de mai 2024: chronique d'une occupation à Bruxelles », *lundimatin*, n° 442, 9 septembre 2024, en ligne: <https://lundi.am/Zerrouky-Madjid-Mas-Liselotte-A-Gaza-les-cimetieres-ne-sont-pas-epargnes-Le>
8. Félix Guattari, *op. cit.*, p. 140.
9. Gilles Deleuze, *Différence et Répétition*, PUF, 1985.
10. Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous: vers une politique d'un amour révolutionnaire*, La Fabrique, 2016.

« Se retrouver ensemble et dans la mobilisation, dans les liens que tout cela crée »

LUDIVINE BANTIGNY

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER



Les attaques des forces réactionnaires pleuvent et se concentrent particulièrement sur la gauche. Ludivine Bantigny, est enseignante, historienne, militante et l'auteur de livres très utiles par les temps qui courent comme *Que faire?* et *Battre l'extrême droite*. Avec elle, nous avons tenté de comprendre ce qui nous arrivait et de réfléchir aux stratégies qui pourraient être mises en place pour sortir du marasme et vaincre l'extrême droite. Et aussi de voir comment l'histoire pourrait nous aider à retrouver confiance dans le projet de gauche dont nous sommes les héritiers.

On est entré dans une version d'un capitalisme particulièrement prédateur et radical, anticlimat et antisocial. Est-ce que la brutalité lui est aujourd'hui nécessaire pour s'imposer?

On ne peut pas comprendre l'avènement de l'extrême droite sans faire le lien avec l'état du capitalisme actuel. Celui-ci est toujours plus prédateur et suit de plus en plus des logiques coloniales. Il est aussi très lié aux pulsions masculinistes et virilistes. On est vraiment entré dans une phase d'accélération : il faut continuer à étendre cette logique du capital toujours plus loin, et pour ça, il est nécessaire d'adopter une perspective de plus en plus autoritaire. Ça nous rapproche des années 1930, et de ce que pouvait analyser quelqu'un comme Daniel Guérin dans son ouvrage *Le fascisme et le grand capital* : à un moment donné, les capitalistes ont besoin de se tourner vers une brutalisation idéologique et politique pour continuer à s'imposer, notamment face à des mouvements de gauche qui les remettent en cause.

Les forces progressistes ont aujourd'hui l'impression de se faire déborder de toute part. A-t-on connu d'autres moments dans l'histoire de profond repli pour la gauche ?

Les années 1930 me paraissent la période la plus susceptible de comparaison avec la situation actuelle. On constate dans les deux cas qu'une partie de la droite montre des porosités très grandes avec l'extrême droite. On se rappelle la formule des élites économiques des années 30 : « Plutôt Hitler que le Front populaire ». Or, aujourd'hui, en France, beaucoup est fait, y compris les pires alliances, pour éviter un gouvernement de gauche. Il y a une haine profonde de tout ce qui ressemble à la gauche, de tout ce qui renvoie à la justice, à l'émancipation, à l'égalité. Il faut en quelque sorte tuer socialement et politiquement la gauche en essayant de la disqualifier, de la dénigrer.

Alors évidemment, on n'observe pas nécessairement les formes des milices paramilitaires et des marches au pas (quoiqu'on l'observe tout de même lors de rassemblements néofascistes en Italie) : comme l'avait prédit Orwell, le fascisme n'est pas revenu en chemise brune, mais plutôt en costume-cravate.

Il ne faudrait cependant pas voir dans cette comparaison un fatalisme, un mouvement inéluctable auquel rien ne pourrait s'opposer. Au contraire, faire de l'histoire et se plonger dans les archives des années 1930, de ses résistances et des analyses que la gauche en faisait, permet de se former et de s'armer pour une résistance véritable contre la fascisation actuelle.

Comment cette brutalité capitaliste redéfinit-elle la manière de se défendre et de passer à l'offensive ?

Dans les années 1980-90 et même début 2000, on n'osait plus trop se réclamer de l'anticapitalisme, comme si c'était un gros mot, parce qu'il y avait une sorte de banalisation de la logique du capital, comme si c'était une évidence. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Ce qui est important, c'est justement de pouvoir faire un lien entre les mobilisations qui sont parfois un peu trop cloisonnées, qu'il s'agisse des mobilisations féministes, LGBTQI+, écologistes, antifascistes, des luttes pour les droits sociaux, contre les violences policières ou la répression. On a vraiment besoin de fédérer ces forces-là, sachant que le socle commun consiste à combattre une logique prédatrice et d'exploitation généralisée.

Il me semble que dans nos luttes, il ne faut donc plus avoir peur du mot *capitalisme* et de ce que ce mot décrit : un système économique qui a largement fait son temps, qui épuise nos ressources et nos existences. Il faut mettre en évidence tous ces liens dans nos combats pour montrer

à quel point ils peuvent s'unir bien loin des querelles de chapelle. Car, au-delà des divergences politiques et stratégiques qu'on peut avoir, on n'a vraiment plus le droit de s'écharper au sein des gauches face à une situation d'une telle gravité. C'est une question de défense collective absolument urgente.



Dernier livre paru : Ludvine Bantigny, *Nous ne sommes rien, soyons toutes ! - Histoire de femmes en lutte et de luttes féministes, de la Révolution à nos jours*, Le Seuil, 2025

Est-ce que ce qui nous met à gauche dans un tel état de sidération, c'est le fait que le trumpisme galvanise les extrêmes droites européennes ? Est-ce l'idée terrorisante que ça pourrait arriver aussi chez nous ?

Oui, bien sûr. Mais en réalité, c'est déjà « chez nous » : plusieurs pays sont tombés aux mains de l'extrême droite en Europe. Viktor Orban, en Hongrie, se maintient au pouvoir depuis presque 15 ans. Il a mis la société au pas, muselé ses oppositions, fait passer au pas de charge des lois particulièrement réactionnaires. Il a, par exemple, coupé toutes les subventions de ses oppositions politiques et médiatiques. Il a très brutalement remis en cause la protection sociale. On peut aussi penser à la Finlande dont on ne parle pas assez et qui est dirigée depuis un an par une coalition droite-extrême droite dont la politique antisociale et antisyndicale est également d'une très grande violence. Et il y a évidemment aussi l'Italie de Meloni, où on rencontre cette même manière de mettre en cause les droits sociaux les plus élémentaires. Ça ne concerne donc pas que les États-Unis, l'Argentine, l'Inde ou Israël. C'est une vague qui touche l'Europe et il n'y a pas de raison de considérer qu'on pourrait être épargné en Belgique ou en France.

Combattre l'extrême droite a-t-il cessé d'être une norme guidant nos sociétés comme c'était le cas jusqu'il n'y a pas si longtemps en France ?

C'est une évidence. Il me semble qu'il n'y a plus d'éthique politique et médiatique de ce point de vue-là. La banalisation de l'extrême droite est presque complète dans les médias français.

Si on regarde les choses par rapport à la logique du capital, celui-ci a tout intérêt non seulement à *respectabiliser* l'extrême droite qui lui est favorable, mais aussi, en même temps, à discréditer la gauche qui lui met des bâtons dans les roues.

C'est notamment pour ces raisons que bon nombre d'électeur·rices se font prendre au piège et votent contre leur intérêt. Et ce n'est que lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir qu'ils réalisent combien cela va affecter leur vie quotidienne. Partout, c'est un désastre, y compris pour une très grande partie de son propre électorat qui n'avait jamais imaginé que ça allait entraîner une telle régression sociale. Par exemple avec la suppression du jour au lendemain du revenu minimum en Italie qui

a laissé sur le carreau des dizaines de milliers de bénéficiaires. On peut donc facilement observer l'extrême droite à l'œuvre là où elle est au pouvoir. Ce qui permet de répondre à l'argument « l'extrême droite, on n'a pas encore essayé ». Et bien si ! Et nous devons faire la démonstration, de manière rigoureuse des effets de leur programme. Ça nous donne une première clé pour agir : montrer que son projet socioéconomique favorise les grandes fortunes, les plus riches, le capital contre les classes populaires. Ceci, les médias dominants ne le feront pas.

Comment faire vivre à gauche un projet, un récit alternatif qui pourrait mobiliser ?

On entend beaucoup dire que le problème de la gauche est qu'elle n'a pas de projet. C'est faux ! Elle a un projet d'émancipation et de justice, mais il faut savoir le mettre en évidence. Pour faire entendre ce programme, on a besoin que puissent exister des médias alternatifs et indépendants.

La sidération fait partie de la fascisation, c'est une manière de nous faire croire qu'il n'y a plus rien à faire, qu'on est face à un rouleau compresseur qui est en train de nous écraser, de briser nos forces, notre détermination, et même nos espérances ! Il faut donc savoir (se) dire qu'on tient bon, qu'on a une boussole, qu'on a un projet réaliste et réalisable qui est basé sur les principes de redistribution des richesses, de justice fiscale, environnementale et sociale.

Vous pointez le fait qu'on peut compter et se baser sur un « déjà là ». Est-ce que vous pourriez revenir sur ces ressources et grandes questions que la gauche peut porter ?

Dans *Que faire ?*, quand j'évoque le *déjà là*, je fais référence à l'idée de se baser sur des éléments existants pour les étendre à d'autres domaines de la vie. Par exemple, reprendre le principe de la Sécurité sociale tel qu'il est appliqué aujourd'hui avec efficacité à la santé, et l'étendre à l'alimentation en créant une sécurité sociale alimentaire, afin de permettre à toutes de se nourrir et de bien se nourrir. Et pourquoi pas étendre également ce principe et ses institutions à la culture.

Il s'agirait de développer également un autre rapport à la propriété...

L'histoire et l'anthropologie montrent que, dans l'histoire de l'humanité, nombreuses sont les sociétés qui se sont fondées ou continuent de reposer sur des valeurs de partage, de mise en commun, de mise en valeur des ressources de manière collective. En fin de compte, l'idée que les richesses doivent nécessairement être concentrées, que l'argent et la valeur doivent constituer le critère suprême, que le profit et l'exploitation doivent être les étalons majeurs de l'existence humaine sont vraiment des principes qui n'existent que depuis peu de temps.

Changer notre rapport à la propriété, ce serait donc réaliser qu'on n'a pas besoin de tout posséder, y compris ce qui nous sert au quotidien. Là-aussi, on peut étendre certains modèles existants comme la bibliothèque pour les livres, soutenir massivement des associations qui mettent en partage des outils qu'on n'a pas nécessairement besoin d'avoir à demeure à la maison. On peut aussi penser à l'exemple tout simple des machines collectives du lavomatique plutôt que la multiplication des achats individuels de lave-linges. Dans le monde numérique, un bon exemple, c'est évidemment Wikipédia qui est un trésor commun, une mise en partage concrète qui gratifie l'idée que chacun-e puisse s'y investir sans rechercher de profit.

Face au verrouillage médiatique, l'éducation populaire peut-elle constituer une arme pour diffuser autrement le projet de la gauche ?

On n'a pas énormément de moyens pour contrer une machine de guerre médiatique aussi puissante que celle qui sévit actuellement. Il y a la question des médias alternatifs, mais il y a aussi en effet la question de cette mise en commun des savoirs, de la démultiplication des réseaux, associations, réunions, assemblées, mises en œuvre concrètes de coopératives... On observe une myriade d'initiatives, de réflexions collectives, qui permettent non seulement de développer l'intelligence collective, mais aussi de redonner courage à ceux et celles qui y participent. Toutes ces initiatives extrêmement pragmatiques permettent aussi de rompre avec l'isolement qu'on peut ressentir, de sortir de la solitude face à cette ultra puissance qui nous rend impuissantes.

Le partage et la mise en commun des savoirs et savoir-faire permet également de briser la division sociale du travail et la conception limitée et descendante qui voudrait que des intellectuel·les portent la bonne parole et « éduquent le peuple ». Il faut miser sur cette intelligence collective par le biais d'assemblées où on réfléchit ensemble à ce qui nous arrive et à ce qu'on peut faire. Il faut renforcer tous ces réseaux de solidarité et d'éducation populaire.

Quels affects pourrait-on mobiliser aujourd'hui pour retrouver des couleurs ?

On a besoin de retourner dans la lutte, de faire assemblée pour retrouver cette joie commune. Toute l'histoire des luttes est une histoire de créativité, d'inventivité, de ténacité qui donne énormément de force. C'est aussi la joie militante au sens très large. Pas seulement en faisant partie d'une organisation, mais aussi par le fait d'être dans la rue, faire grève, se retrouver ensemble et dans la mobilisation, dans les liens que tout cela crée. On a besoin de relever collectivement la tête ainsi que de volontarisme politique pour être dans une joie singulière parce que c'est comme ça qu'on casse les solitudes, qu'on brise le désespoir.

Cercle Louis Paul Boon

L'associatif flamand qui réveille les consciences

Le cercle Louis Paul Boon (*Louis Paul Boonkring*) est une association socioculturelle flamande composée de bénévoles. Elle s'engage de manière transversale et critique en faveur d'une société plus juste, durable, pacifique et inclusive. L'association existe depuis plus de 40 ans et suit comme fil conducteur des thématiques de réflexion et d'action comme « culture et politique », « l'extrême droite », « guerre et paix », « climat et inégalités sociales » ou encore « migration ». Rencontre avec Mark Michiels, son coordinateur.

Comment le Cercle Louis Paul Boon se définit-il politiquement ?

Le cercle Louis Paul Boon est une association de gauche, qu'on pourrait qualifier politiquement de rouge-verte. Son engagement social guide le choix de ses thématiques, nourri par une profonde indignation face à l'injustice sociale, les inégalités, l'oppression, les violations des droits humains et la dégradation de l'environnement. Sur le plan politique, il réunit des gens aux sensibilités variées – *Vooruit*, *Groen*, *PvdA* – ce qui favorise une diversité de points de vue.

Cette hétérogénéité permet d'élever le débat, d'élargir nos perspectives et de mobiliser de nombreux réseaux différents. Nous saluons l'indépendance du secteur socio-culturel vis-à-vis des partis politiques, mais nous regrettons amèrement la dépolitisation progressive de ce secteur imposée par le gouvernement flamand. Une tendance qui s'est ressentie dès les années 1980 sous des ministres de la culture libéraux comme Karel Poma et Patrick Dewael et qui s'est renforcée depuis.

Qui était Louis Paul Boon ?

Boon était un écrivain flamand engagé. Mais en plus d'être un auteur de poésie, de romans, de nouvelles, de critiques littéraires et artistiques, il était aussi une figure médiatique, un tendre anarchiste, un communiste, un chroniqueur, un bon vivant... Nous cherchions un nom porteur de sens dans lequel nous pouvions nous retrouver.

Quelles activités phares ou grandes campagnes de sensibilisation avez-vous mises en place ces dernières années ?

En 2024, nous avons lancé la campagne « *Extrême droite, non merci/extreemrechts nee bedankt* », un grand projet de sensibilisation en Flandre et à Bruxelles visant à alerter et rendre consciente la population des dangers de l'extrême droite. Cette année, nous avons également lancé un grand projet autour de l'exclusion numérique. Par ailleurs, face au blocage des institutions politiques bruxelloises depuis neuf mois, nous avons aussi rassemblé la société civile bruxelloise – néerlandophone, francophone et multilingue – pour dépasser la polarisation actuelle. Ensemble, nous avons rédigé un appel, « *Nous existons toujours ! / Wij bestaan nog altijd !* »¹, que nous soumettons à signature.

Comment fonctionne le cercle ?

Le cercle fonctionne en tant qu'association de fait et rassemble 125 membres. Nous recevons un subside annuel de la VGC (*Vlaamse Gemeenschapscommissie*) c'est-à-dire la Commission communautaire flamande. Nous sommes également affiliés à la structure Curieus vzw, anciennement connue sous le nom de *Centrale voor Socialistisch Cultuurbeleid* (Centre pour une politique culturelle socialiste). Historiquement, Curieus présente de nombreuses similitudes avec le mouvement d'éducation permanente PAC.

Pour quelles raisons le décret qui régissait l'éducation populaire en Flandre a-t-il été supprimé ?

L'éducation populaire a été remplacée petit à petit dans les années 1980 et 90 par l'idée de *tweede kans onderwijs* (« enseignement de la deuxième chance »). En Flandre, comme d'ailleurs partout en Europe, l'enseignement est peu à peu devenu un socle préparatoire pour le marché de l'emploi plutôt que d'être un lieu d'éducation des citoyen·nes. Cela a aussi influencé le secteur de l'éducation permanente. Le secteur socioculturel s'est ainsi fortement professionnalisé, les subsides ont été de plus en plus liés à des projets, ce qui a notamment mené à son instrumentalisation par le politique. Dès lors la société civile flamande a perdu son rôle critique et de réflexion. C'est d'ailleurs un point auquel nous souhaitons fortement réfléchir dans les temps qui viennent.

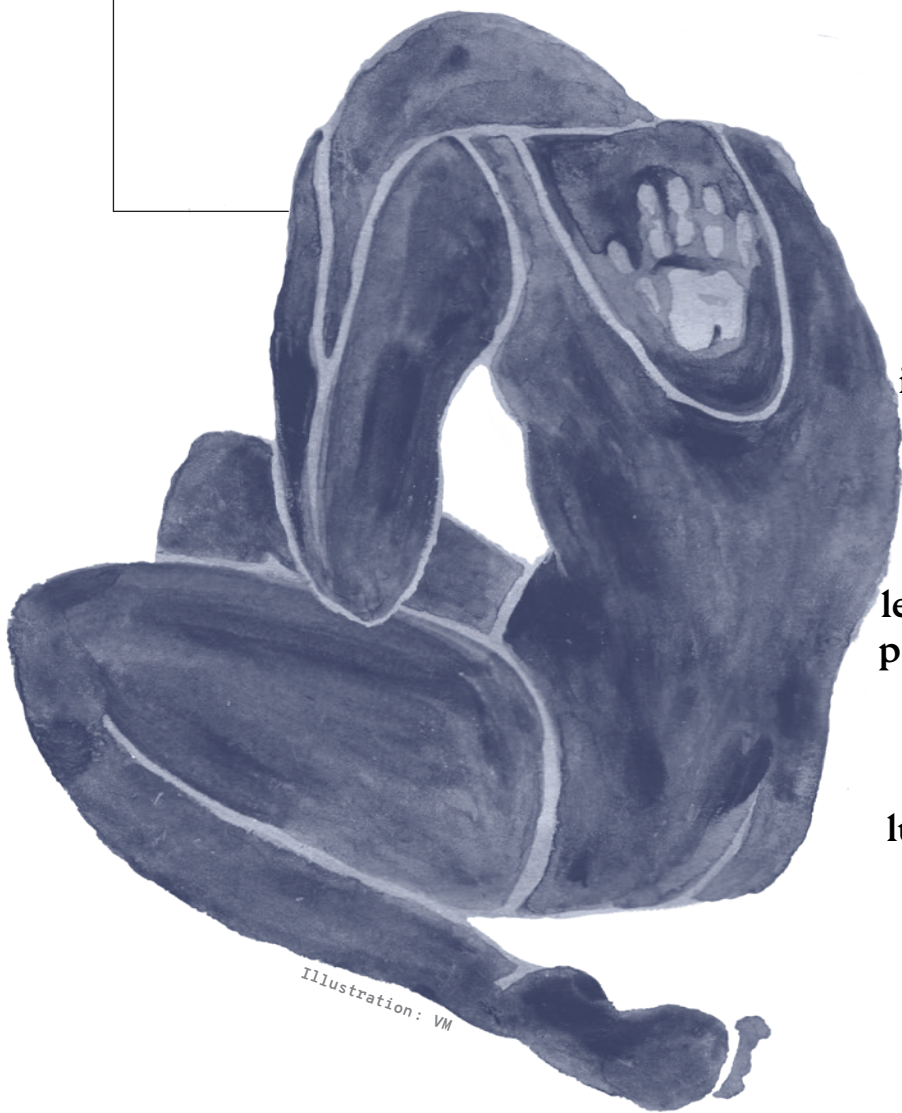
PROPOS RECUEILLIS PAR SABINE BEAUCAMP

■ <https://lpboonkring.be/wie-zijn-we/>

1. www.petitionenligne.be/nous_existons_toujours_wij_bestaan_nog_altijd

Le consentement: une notion à l'épreuve de la complexité des relations humaines

PAR JULY ROBERT



L'entrée dans le Code pénal de la notion de consentement peut paraître une progression importante pour une meilleure prise en charge des violences sexistes et sexuelles. Pour autant, est-ce la panacée? Notion ambiguë s'il en est, le consentement est questionné par de nombreuses chercheuses qui n'y voient pas forcément le remède idéal. Si le concept a le mérite de mettre en lumière la nécessité de prendre en considération la parole de chacun·e, il reste ambivalent à divers égards. C'est cette ambivalence que nous allons tenter de décrypter.

Si l'introduction dans les textes officiels de la notion de consentement est une réelle avancée, celle-ci ne règle pas tout. Datant de 1867, les dispositions concernant le droit pénal sexuel n'étaient plus adaptées à notre époque. Conscient-es du côté obsolète de ces dernières, nos gouvernant-es ont travaillé à leur réforme et c'est en 2022 qu'une série d'articles ont ainsi été publiés au Code pénal. Parmi les notions apparues dans ces nouvelles dispositions, celle de consentement au travers de l'article 417/5 relatif aux infractions sexuelles¹ dont les premières phrases se lisent comme suit : *« Le consentement suppose que celui-ci a été donné librement. Ceci est apprécié au regard des circonstances de l'affaire. Le consentement ne peut pas être déduit de la simple absence de résistance de la victime. Le consentement peut être retiré à tout moment avant ou pendant l'acte sexuel »*.

Au travers de ce terme, l'intention est de pouvoir prendre en considération différentes attitudes autrefois mises en avant pour dédouaner les agresseurs. Par exemple, la sidération qui constitue une réaction physiologique fréquente du corps lorsqu'il est face à une situation de grand danger.

La suite de l'article de loi met en avant, notamment, diverses situations dans lesquelles il n'y a pas de consentement. Ainsi, le consentement est absent en cas de situation de vulnérabilité de la victime, mais aussi lorsque l'acte à caractère sexuel a été commis au préjudice d'une victime inconsciente ou endormie. Ou encore s'il résulte d'une menace, de violences physiques et psychologiques.

Il ne vous aura pas échappé qu'à la lecture des textes de loi, on apprend tout ce qui ne relève pas du consentement aux yeux de la loi concernant les relations sexuelles. Mais nous ne savons toujours pas ce qui pourrait être reconnu comme un consentement.

Par ailleurs, le texte légal indique que le *« consentement suppose que celui-ci a été donné librement »*, ce qui n'est pas sans poser la question de la réalité personnelle des personnes concernées. Nous ne sommes pas toustes égaux-ales

au sein de notre société patriarcale capitaliste. Cette liberté affirmée ne tient aucunement compte des réalités raciales, sociales ou encore de classe qui peuvent entraver la liberté dans les relations interpersonnelles. En effet, lorsqu'on relationne avec une personne qui ne fait pas partie de la même classe sociale que la nôtre, par exemple, il peut arriver que notre liberté de consentir soit entravée par cette barrière sociale.

Enfin, et cela relève du fonctionnement de notre droit pénal et du principe de la présomption d'innocence, la charge de la preuve repose toujours sur la victime, et donc des démarches qu'elle pourra entreprendre rapidement après son agression. Or, qu'il s'agisse de la récolte de preuves ou d'un dépôt de plainte, la personne peut ne pas disposer des ressources nécessaires, ni de l'énergie ou de la disposition mentale pour entreprendre les démarches requises à une reconnaissance ultérieure des violences vécues par la justice pénale.

Ainsi que le dit la philosophe Manon Garcia : *« Ce qui me pose le plus problème avec l'utilisation du concept de consentement dans un contexte légal, c'est que j'ai peur que ça renforce cette tendance – qui existe déjà dans les tribunaux – qui fait qu'on évoque le comportement de la victime, alors qu'on ne devrait pas en parler. Si on demande à l'accusé : "Avait-elle consenti ? Qu'a-t-elle fait qui montre qu'elle avait, ou non, consenti ?", on fait comme si l'agression sexuelle relevait du comportement de la victime. Donc on fait comme si le viol, c'était du sexe normal moins du consentement. Or, l'agression sexuelle, c'est quelque chose que fait l'agresseur. Je pense qu'il faut que le viol soit défini uniquement par les actions du violeur »*².

« OUI, C'EST OUI », LA FORMULE MAGIQUE ?

Le consentement étant défini par tout ce qu'il n'est pas, il serait tentant d'affirmer que seule l'affirmation d'un « oui » soit synonyme de consentement. Et que le consentement serait dès lors une formidable solution. Pourtant, si nous pouvons toustes aisément concevoir que

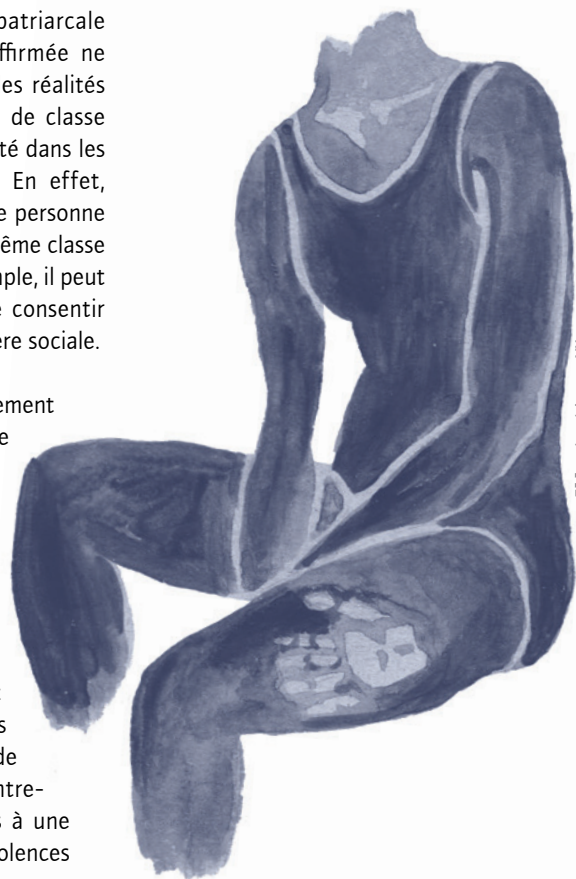


Illustration : VM

« non, c'est non », les avis divergent grandement sur le fait que le « oui » soit un mot magique qui vienne régler la question. Un « oui » ne peut être librement affirmé que s'il est assorti de la possibilité de dire non.

Dans son ouvrage *La doctrine du consentement*³, la philosophe Clara Serra propose de *« se réapproprier ces débats afin d'aborder l'une des grandes questions de notre temps sans solutions de facilité, sans simplifications rapides, sans recettes magiques ni raccourcis trompeurs. En partant de l'opacité et de la complexité du consentement, en ne s'épargnant aucune de ses difficultés, en reconnaissant ses zones d'ombres »*⁴.

À lire ses mots, il apparaît que la notion est loin d'être claire. Mais aussi qu'elle est assortie d'une multitude de nuances dont il est important de tenir compte dans ce qui reste aujourd'hui parfois un grand malentendu lié au fait que nous vivons aujourd'hui dans une société patriarcale dont sont empreintes toutes nos relations et qui reste imprégnée, malgré une certaine évolution ces dernières années, de la culture du viol⁵.

« Le consentement ne se résume pas au simple fait de consentir. »

Or, comme l'indique Clara Serra : « *Toute législation qui entend régler le consentement sexuel se heurtera nécessairement au vieux problème soulevé par [la philosophe de la pensée féministe Geneviève] Fraisse : un pacte entre égaux est-il possible dans le domaine du sexe ou bien celui-ci est-il le théâtre d'inévitables rapports de domination ?* »⁶. Pour prendre en considération le consentement dans ces circonstances, il apparaît que la justice devrait pouvoir être en mesure de juger chaque cas suivant les particularités de la situation. Au regard de l'état de notre système judiciaire, de sa lenteur à son engorgement en passant par le manque de personnel, quand bien même l'intention du législateur irait en ce sens, il nous paraît évident que c'est mission impossible.

Pourtant, l'introduction du consentement reste un outil empouvoirant, comme l'affirme l'avocate spécialisée dans la défense de victimes de violence sexuelles, Élodie Tuailon-Hibon, « *#MeToo, finalement, c'est le grand renversement : on en a ras le bol de cette mobilisation du consentement à nos corps défendants. Donc, on va s'emparer de cette notion pour en faire une arme, afin de casser la culture du viol et les stéréotypes sexistes* »⁷.

Une position que nuance la philosophe et professeur de psychanalyse Clotilde Leguil dans *Céder n'est pas consentir* en mettant en avant le risque d'imposer le consentement au regard de notre environnement social : « *Forcer l'autre à donner un consentement est le propre de l'emprise et du harcèlement totalitaire. On aperçoit là le risque propre à l'instrumentalisation du "consentement" au sens politique, soit celui de forcer le citoyen à donner son consentement, là où pourtant il se sent la proie d'un pouvoir autoritaire, dictatorial, totalitaire. Ce détournement du consentement au service d'un abus de*

pouvoir est aussi une perversion appliquée au consentement du sujet »⁸.

Néanmoins, si l'on ne peut prendre la volonté exprimée comme critère de délimitation de la violence sexuelle, on se dirige tout droit vers un paternalisme d'État, où ce dernier devient le médiateur chargé de dire non à notre place. Extérieur à nous, il le dira face à nos silences, mais logiquement également face à nos « oui ». Où placer notre libre arbitre si c'est l'État qui finit par trancher ? On le voit au travers de ces propos, le consentement est loin d'être la formule magique !

ENTRE OUI, NON ET ZONE GRISE

Le consentement ne se résume pas au simple fait de consentir. Il mêle désir, plaisir et acceptation, mais renvoie aussi autant au fait de céder que de choisir. En effet, une relation sexuelle peut constituer une expérience, un saut vers l'inconnu, et, lorsqu'on y consent, on consent finalement à quelque chose qu'on ne connaît pas encore. On se laisse porter par un désir au travers duquel le consentement peut revêtir un caractère énigmatique et relativement opaque et cette notion alors abstraite pourrait être convoquée pour devenir effective et concrète.

Pour le dire avec Clotilde Leguil, « *Le consentement en tant qu'acte du sujet, est l'ouverture à l'autre, le risque pris de laisser l'autre franchir la frontière de son intimité. En cela, le consentement est toujours un saut : sans savoir, je fais confiance au désir de l'autre. Sans savoir, je crois en sa parole. Sans savoir, je m'en remets à son désir* »⁹ ; ou avec Clara Serra « *Que sommes-nous en train de perdre réellement, nous les femmes, dans ce scénario ? [...] ce qui cessera d'exister pour nous dans un monde éminemment dangereux, c'est le droit à la recherche à et l'exploration, c'est-à-dire le droit de ne pas savoir* »¹⁰.

C'est ce qu'on pourrait qualifier de « zone grise du consentement » telle que la définit la sociologue Alexia Boucherie dans *Troubles dans le consentement*¹¹. À savoir toutes ces situations de rapports sexuels qui ont du mal à transparaître à travers des textes de loi, puisque dans la vie de tous les jours, il n'y a pas uniquement soit un consentement soit pas : il y a de multiples nuances entre un oui enthousiaste et un non ferme. Face à ces nuances, chaque partenaire a le droit d'exprimer ses doutes pour définir le périmètre de son consentement. Et ces zones grises, ce sont justement ces divergences entre les situations vécues à un instant T et les textes de loi censés les encadrer.

Entre le vécu relationnel de chacun-e et un Code pénal destiné à traiter toutes les infractions à caractère sexuel, le fossé reste important. Néanmoins, la réforme en Belgique du droit pénal sexuel est sans aucun doute un premier pas vers une meilleure prise en considération de la situation des victimes. Mais restons lucides, sans toutefois nous laisser submerger par le désespoir. Tant que notre société et ses institutions resteront patriarcales, empreintes d'une culture du viol encore trop répandue, racistes à de nombreux endroits et classistes à beaucoup d'autres, le chemin restera semé d'embûches pour établir des textes qui puissent réparer les victimes.

1. « Loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne le droit pénal sexuel », 21/03/2022. À consulter sur le site du SPF Justice : www.ejustice.just.fgov.be/eli/loi/2022/03/21/2022031330/moniteur
2. Marie Kirschen, *Le consentement doit-il figurer dans la loi ?* Entretien avec Louise Delavier, Manon Garcia et Élodie Tuailon-Hibon, *La Déferlante*, N°14, mai 2024 – En ligne : www.revueladeferlante.fr/le-consentement-doit-il-figurer-dans-la-loi/
3. Clara Serra, *La doctrine du consentement*, La Fabrique, 2025.
4. *Ibid.*, p. 22.
5. Apparu aux États-Unis dans les années 1970, ce concept éclaire combien les comportements partagés au sein de la société patriarcale banalisent, minimisent et/ou justifient les agressions sexuelles.
6. *Ibid.*, p. 34.
7. Marie Kirschen, *op. cit.*
8. Clotilde Leguil, *Céder n'est pas consentir*, PUF, 2021, p. 63-64.
9. *Ibid.*, p. 27.
10. Clara Serra, *La doctrine du consentement*, La fabrique éditions, 2025., 74-75.
11. Alexia Boucherie, *Troubles dans le consentement*, Les Pérégrines, 2019.

The Farmer Case

Activer le levier judiciaire dans les luttes climatiques

En avril 2022, Hugues Falys et la Ligue des Droits Humains décident de faire cause commune et d'utiliser le levier judiciaire pour que TotalEnergies endosse la responsabilité de ses activités sur l'environnement. Pour la toute première fois en Belgique, une multinationale se retrouve ainsi devant les tribunaux pour être jugée pour son imputabilité dans le dérèglement climatique. Après des mois d'intense travail, plainte est déposée le 13 mars 2024 devant le tribunal de l'entreprise de Tournai qui devrait rendre son verdict en janvier 2026 dans cette affaire baptisée «The Farmer Case» (L'affaire du fermier). Quelle peut-être sa portée pour dévoiler les agissements délétères pour l'environnement et le climat de TotalEnergies? L'occasion aussi de rappeler la manière dont l'outil judiciaire peut s'intégrer dans la panoplie d'action des luttes climatiques.

PAR JULY ROBERT

Comment cela est-il possible? Comme l'explique la juriste Emilie Djawa du cabinet Progress Lawyers Network (PLN) qui représente l'agriculteur et les ONG, TotalEnergies a commis une faute en étant responsable du dérèglement climatique par ses activités causant des dommages à Hugues Falys et son exploitation agricole. L'agriculteur, avec l'appui de FIAN, GreenPeace et la Ligue des Droits Humains¹, intente une action au tribunal de Tournai afin de faire condamner la multinationale pour les faits qui lui sont reprochés.

Très concrètement, d'après une enquête parue en juillet 2023², huit agricultrices sur dix en Wallonie disent subir les conséquences du dérèglement climatique sur leur exploitation et neuf sur dix déclarent que les difficultés rencontrées ont un impact sur leur rentabilité: diminution du rendement animal et végétal, augmentation des pertes et retard dans les plantations, notamment. Hugues Falys, lui, affirme que la succession d'événements météorologiques violents, épisodes de canicules ou orages stationnaires, pour n'en citer que deux, réduisent ses fenêtres de travail dans les champs quand elles ne détruisent pas ses récoltes.

D'un côté, Hugues Falys, agriculteur-paysan depuis plus de trente ans à Lessines, en province du Hainaut. De l'autre, TotalEnergies, multinationale française de production et de fourniture d'énergies, présente dans 130 pays, cinquième compagnie pétrolière et gazière internationale et premier raffineur et distributeur en Belgique. Au centre, le dérèglement climatique et ses conséquences délétères sur les populations humaines et non humaines de notre planète.

UNE PÉTROLIÈRE FACE À LA JUSTICE, UNE PREMIÈRE EN BELGIQUE

Si d'autres affaires, plus ou moins emblématiques, ont déjà été portées devant la justice – nous y reviendrons – l'action d'Hugues Falys et des ONG qui se sont jointes à lui en déposant une requête en intervention volontaire, est inédite chez nous.

Cette action en justice poursuit plusieurs objectifs précis dont l'obtention de la reconnaissance du dommage de l'agriculteur pour la partie du dommage passé et futur qui n'est pas réparable en nature et l'obligation de la multinationale de sortir des énergies fossiles pour prévenir la survenance d'un dommage futur et certain dont une partie est déjà réalisée (l'arrêt des investissements dans de nouveaux projets d'énergie fossile, réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction



Illustration : VM

de la production de gaz, etc.). En outre, les parties espèrent mettre fin à l'impunité de l'industrie des énergies fossiles.

Y a-t-il des raisons d'être optimistes? C'est toute la question alors que l'on connaît le poids et les influences que peuvent avoir les acteurs de l'industrie pétrolière dans un monde qui devient de plus en plus « carbofasciste »³ ainsi que l'affirmement de nombreux·ses chercheuses et intellectuel·les.

D'AUTRES AFFAIRES SEMBLABLES ONT ABOUTI

C'est donc contre les activités néfastes de la multinationale que se battent Hugues Falys et les ONG qui le soutiennent en ayant à l'esprit d'autres victoires obtenues devant la justice. On pense notamment à ce procès appelé « L'Affaire Climat »⁴. Constituée en asbl et soutenue par plus de 70.000 citoyen·nes, l'Affaire Climat a intenté une action en justice contre le gouvernement fédéral belge et ceux des Régions (à l'exception de la Région Wallonne) pour les contraindre à respecter leurs engagements internationaux en matière de climat. Le 30 novembre 2023, la Cour d'appel a jugé que leur politique climatique négligente était une violation des droits de l'homme et du devoir de diligence et a ordonné une réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre

d'au moins 55 % d'ici 2030. Une belle victoire pour cette coalition, même si la Flandre s'est pourvue en cassation contre cette décision pour inaction climatique. Ce jugement peut ainsi être utilisé par les organisations dans leurs plaidoyers politiques, même s'il apparaît que les autorités semblent n'avoir que peu de considération pour ces condamnations⁵.

Aux Pays-Bas cette fois, le tribunal de La Haye a rendu un verdict sans précédent dans le monde à l'encontre de l'entreprise Shell. En avril 2019, à l'initiative d'une ONG, plus de 17.000 citoyen·nes s'étaient constitués partie civile pour dénoncer les activités de Shell et accuser l'entreprise de ne pas en faire suffisamment pour respecter les accords de Paris de 2015. En mai 2021, le jugement ordonnait à Shell de mettre en place davantage de mesures pour abaisser ses énormes émissions de CO₂ de 45 % d'ici fin 2030 par rapport à 2019. Si la Cour d'Appel de Den Haag n'a pas confirmé cette décision en affirmant que si la responsabilité de Shell était bien de diminuer ses émissions, elle ne pouvait pas la contraindre à un objectif chiffré, la décision judiciaire reste un précédent important dans la jurisprudence internationale.

Faire appel à la justice n'est pas anodin et sans impacts pour les multinationales visées. En témoignent les actions

entreprises notamment contre Monsanto ou les industries du tabac, leur retentissement dans les médias et sur la population à travers le monde et les mesures prises à l'issue de celles-ci par les multinationales condamnées. Concernant les affaires liées au dérèglement climatique, les procès susmentionnés ont permis l'adoption des lois climats notamment en Allemagne et aux Pays-Bas, d'accroître la pression puisqu'ils constituent un outil supplémentaire dans le panel d'actions destinées à créer un rapport de force politique et, ce qui n'est pas anodin pour ces entreprises dont l'unique objectif est le profit, ils ont un impact négatif sur leur valorisation boursière en raison de l'augmentation du risque politique qu'ils engendrent.

Par ailleurs, il apparaît que de nombreuses affaires dont on ne parle pas ou peu, sont régulièrement intentées contre des entreprises qui sont condamnées et contraintes d'abandonner leurs projets extractivistes. Le simple fait que ces projets ne voient pas le jour est aussi une énorme victoire. Si l'action en justice ne doit pas devenir la solution ultime, elle vient garnir un arsenal d'instruments à mettre en œuvre pour contraindre les multinationales et les États à davantage de considération pour le vivant, humain et non-humain. Pour The Farmer Case, les plaidoiries auront lieu les 19 et 26 novembre 2025 pour un verdict attendu en janvier 2026.

1. Ces trois ONG justifient leur soutien dans cette action en affirmant que le dérèglement climatique a des conséquences de plus en plus lourdes sur les citoyen·nes et leurs droits humains en général, comme le droit à la vie, le droit à l'alimentation ou encore le droit de vivre dans un environnement sain.
2. Observatoire CBC, « Les agriculteurs wallons face aux défis des changements climatiques », Ipsos, 2023 - <https://multimediafiles.kbcgroup.eu/ng/published/CBC/PDF/ENTREPRENDRE/AGRI/observatoire-les-agriculteurs-wallons-face-aux-defis-des-changements-climatiques.pdf>
3. Terme utilisé pour qualifier les politiques climatiques en niant le réchauffement climatique et en faisant l'éloge des énergies fossiles. Voir notamment : www.liberation.fr/planete/2018/10/10/bolsonaro-trump-duterte-la-montee-d-un-carbo-fascisme_1684428/
4. Voir www.affaire-climat.be
5. Cela ne concerne pas que la question du climat, on pense notamment aux plus de 8800 condamnations de Fedasil.

LE VERROU N'EST PAS LA CLÉ



Retour à la fin des années 80. Du côté des terres de l'Oncle Sam, plus précisément en Californie, Exodus devient une des figures de proue du mouvement thrash metal. Gary Holt, guitariste et parolier d'Exodus, pose sur le papier ces quelques lignes incendiaires : « *Le système pénitentiaire, intrinsèquement injuste et inhumain, est l'expression ultime de l'injustice et de l'inhumanité dans la société en général. Ceux d'entre nous qui sont à l'extérieur n'aiment pas penser que les directeurs et les gardiens sont nos substituts, mais c'est pourtant le cas. Et ils sont intimement enfermés dans une étreinte mortelle avec leurs captifs humains derrière les murs de la prison. Par extension, nous le sommes aussi. Un terrible double sens est ainsi donné à la question originelle de l'éthique humaine : Suis-je le gardien de mon frère ?* ».

Ces mots, ce sont les quarante-huit premières secondes de *The Last Act of Defiance*, titre d'ouverture de l'album *Fabulous Disaster*. Ces mots et ceux qui suivent, ce sont également ceux qui décrivent l'émeute la plus violente jusqu'à ce jour dans l'histoire des États-Unis, celle du pénitencier de l'État du Nouveau-Mexique. En cause : des conditions de détention désastreuses. La nuit de l'émeute, le 2 février 1980, la prison contenait 1156 détenus pour moins de 963 lits. Les prisonniers reconnus comme violents n'étaient pas séparés les uns des autres. Les dortoirs étaient surpeuplés et insalubres. Les programmes éducatifs, récréatifs et de réhabilitation venaient d'être annulés. Il n'en fallait pas plus pour que tout explose à la moindre étincelle.

Les prisonniers prendront pendant 36 heures le contrôle total de la prison. Douze officiers de police

seront pris en otage, 33 prisonniers perdront la vie. « *Une mer d'agonie déferle comme une marée. Les plus chanceux échappent à la folie par le suicide. Les cris des mourants hantent le monde, torture et incinération se répandent* », entonne d'une voix nasillarde Steve Souza, le vocaliste d'Exodus, pendant les refrains.

Selon *World Prison Brief*¹, une base de données sur les systèmes pénitentiaires du monde entier, les États-Unis demeurent les plus grands adeptes de la cellule : 541 personnes sous les verrous pour 100.000 habitant·es. Mais la Belgique n'est pas en reste. Inscrite à la 89^e place du classement (sur 224), située entre le Niger et Tadjikistan, elle affiche au compteur 106 personnes incarcérées pour 100.000 habitant·es.

« *Comme des requins en proie à la frénésie, ils se sont acharnés sur leur proie. Lorsque la folie a pris fin, le sang était trop intense pour être compris. Personne n'a expliqué la véritable raison que par la cruauté de quelques-uns. Tant de gens devaient mourir. Ils connaissaient les risques, mais continuaient d'insister sur le fait que la cause était justifiée* ». Comme le rappelait une carte blanche d'Olivia Nederlandt (UCLouvain) et Aurore Vanliefde (KULeuven), publiée en octobre 2024², la surpopulation carcérale entraîne des conséquences désastreuses, tant pour les personnes détenues que leurs proches, mais aussi pour le personnel pénitentier.

Et plus globalement, au sein de la justice pénale. Le cœur du problème n'est pas la « surpopulation » — la pointe de l'iceberg — mais bien l'inflation carcérale. Le taux d'enfermement n'a en effet jamais été aussi haut en Belgique.

La peine de surveillance électronique, la peine de travail, la peine de probation autonome, l'amende ou encore le sursis, les alternatives ne manquent pas. Des pistes pour le gouvernement Arizona ? Résolument pas. « *Compte tenu de l'énorme pression qui pèse sur nos prisons et tant que la capacité carcérale nationale est insuffisante, nous essayons de conclure des accords, à l'instar du Danemark, avec d'autres États de droit européens pour y construire ou louer des prisons où les détenus en séjour illégal ayant été condamnés définitivement pour des crimes ou délits pourront purger tout ou partie de leur peine de prison si le transfertement n'est pas possible ni souhaitable* » indique l'accord de gouvernement. Ce n'est donc pas demain que les prisons désempliront. Et pourtant ça coûte, autant en euros qu'en vies humaines. Quand l'idéologie passe avant le pragmatisme, quelles qu'en soient les conséquences...

1. www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total?field_region_taxonomy_tid=All

2. www.liguedh.be/carte-blanche-les-mesures-de-larizona-pour-lutter-contre-la-surpopulation-carcerale-un-nauffrage-a-eviter/

1



OPEN))res((SOURCE // l'Autre « lieu » – RAPA, 2024

Pas évident pour une ASBL qui édite des manuels à destination de ses publics de faire péter les limites du genre tant l'outil est habituellement standardisé. Et pourtant l'Autre « lieu » – RAPA (Recherche-Action sur la psychiatrie et les alternatives), pas avare d'expérimentations, l'a fait. Leur travail, visant à questionner autrement les demandes des personnes *en trouble*, a donné *OPEN))res((SOURCE* qui se base sur les besoins concrets, mais aussi intimes, des publics à qui le guide est destiné. Concrètement, il s'agit d'un livre dont vous êtes le héros ou l'héroïne pour cheminer et interroger de nombreux aspects des troubles psychiques. Cette œuvre collective et singulière s'avère un magnifique objet aux textes bien écrits qui s'éloigne du purement informationnel pour rejoindre le champ du sensible. Il est pourtant bien aussi un outil pratique et pragmatique qui donne renseignements en santé mentale, contacts divers, et accès aux lieux de soins, de ressourcement ou de calme. Et qui, plus généralement, donne des clés pour trouver tout ce qui peut faire du bien quand on ne va pas bien. Sans jamais rien imposer puisqu'on conserve sans cesse, au fil des renvois, le choix et le droit de changer d'avis. Une police hyper inclusive a été spécialement créée pour l'occasion en collaboration avec l'atelier de typographie de la Cambre. Elle indique non seulement le féminin et le masculin d'un seul tenant mais fait aussi usage de glyphes (sorte de motifs typographiques) pour ne pas avoir à écrire des mots comme « trouble », ou d'ornements spécifiques pour certains termes sensibles comme pour rendre compte graphiquement de leur portée sur les lecteurices. *OPEN))res((SOURCE* nous apprend que le seul carnet d'adresses ne suffit pas toujours. Et que les recommandations peuvent voisiner en toute liberté avec les conseils d'amies, les suggestions et les rêveries. **AB** _

2

L'autobiographie de Malcom X // Malcom X et Alex Haley // Hors d'atteinte, 2025

« *L'échelle que Malcom nous incitait à utiliser, c'était celle des droits humains* » affirme Angela Davis en préambule de cette autobiographie de l'activiste Malcolm X. Famille décimée, drogue, prison, vol, fuite, l'enfance et l'adolescence que raconte celui que l'on considère aujourd'hui comme l'un des plus grands leaders de la lutte antiraciste aux États-Unis est d'une rare violence. Et pourtant, il nous la livre sans misérabilisme tant il admet qu'elle lui a permis de construire sa pensée. Et si la religion en reste le fil conducteur dès sa découverte et son adhésion à *Nation of Islam*, celle-ci apparaît en contrepied à la religion chrétienne dont il affirme qu'elle est venue laver le cerveau des « nègres » afin de les opprimer en toute impunité. Antiraciste, anticarcéral, internationaliste, panafricaniste, Malcolm X s'est instruit en prison où il a compris que les personnes noires aux États-Unis n'étaient pas respectées en tant qu'êtres humains et que donc il fallait aller au-delà de la seule lutte pour les droits civiques. Malades politiquement, psychologiquement, économiquement, socialement, les personnes noires vivent sous le joug de l'homme blanc, affirme-t-il parmi les nombreuses réflexions et autres propositions. Cette autobiographie initialement parue en 1956 est rééditée par Hors d'atteinte. Elle permet de découvrir l'activiste au-delà des clichés souvent caricaturaux qu'on nous donne à voir, notamment eu égard à l'usage de la violence « *C'est un mensonge, je ne suis pas pour la violence gratuite, je suis pour la justice* » précise-t-il. Et d'ajouter « *Si, pour faire reconnaître ses droits d'être humain dans son pays, le Noir américain n'a d'autre recours que la violence, alors je suis pour la violence.* [...] *Quand le Blanc est arrivé en Amérique, il n'a certainement pas fait preuve de "non-violence"* » Force est de constater qu'il paraît difficile de le contredire... **JR** _

3

La doctrine invisible, l'histoire secrète du néolibéralisme // Peter Hutchison et George Monbiot // Le Faubourg, 2025

Dans cet ouvrage, l'essayiste britannique George Monbiot, chroniqueur au *Guardian*, et le réalisateur américain Peter Hutchison, analysent l'idéologie néolibérale dont l'anonymat est à la fois un *symptôme* et une *cause* de son pouvoir. Il a causé ou contribué à causer en toute discrétion la plupart des crises économiques et démocratiques auxquelles nous sommes aujourd'hui confronté-es, y compris nos désastres environnementaux. L'originalité de *La doctrine invisible* est qu'il porte sur le néolibéralisme, non pas comme système économique, mais comme fait social total. Les auteurs l'envisagent aussi comme un outil de propagande proche du conte de fées qui raconte que les individus peuvent devenir facilement riches s'ils travaillent dur ou entreprennent. Le néolibéralisme fait de la compétition le point nodal de tout être humain. Ainsi chaque être humain serait avide et égoïste, et ces deux traits de caractère seraient le moyen de produire des richesses et d'acquiescer la liberté. Mais, la liberté tant invoquée par les tenant-es de cette idéologie semble destinée aux requins et non aux petits poissons. Dans une série de chapitres brefs et percutants, les deux auteurs vont au-delà du mythe et éclairent les processus de privatisation, le transfert des richesses des pauvres vers les riches et le désenchantement de la politique par l'économie. Dans un deuxième temps, ils élaborent des pistes qui permettraient de tracer un autre sillon permettant de construire un autre récit. Chose indispensable aujourd'hui, car sinon la déception se mue en sentiment d'impuissance qui, à son tour, nourrit le désenchantement. À l'heure où le néolibéralisme trouve sa traduction la plus parfaite dans l'accord du gouvernement Arizona (les gens souffrent en Arizona !), cet ouvrage pointe clairement les défauts du modèle et donne des outils permettant de le dépasser et de construire un autre imaginaire. **OS** _



3

Intersexes: du pouvoir médical à l'autodétermination //
Michal Raz et Loé Petit
// Le Cavalier bleu, 2023

Le I (pour intersexes) de LGBTQI+ est encore trop peu discuté dans la sphère politique et médiatique alors qu'on estime que près d'1,7 % des naissances dans le monde sont concernées. Les enjeux des luttes des militant·es intersexes restent aussi finalement peu connus d'une grande partie des milieux associatifs et militants. Cet ouvrage pionnier de la sociologue Michal Raz, accompagnée de l'activiste intersexe Loé Petit (dont le propos ancre l'analyse dans le vécu des premières concerné·es) est très éclairant. Avec les outils des études féministes et queers, Raz revient sur la manière dont certaines variations des caractéristiques sexuelles ont pu être pathologisées au cours du 20^e siècle. Elle donne aussi à découvrir les mouvements de luttes émancipateurs, qui ont peu à peu pris de l'importance entre 1990 et 2010 jusqu'à représenter une force capable de s'opposer au pouvoir médical tout puissant. Celui-ci s'est en effet arrogé le droit de définir ce qu'était le « vrai sexe », et définir ces « variations du développement génital » comme des troubles, une anomalie à régler par la chirurgie ou des traitements hormonaux sans se poser de questions (ni en poser à celles qui deviendront leurs patient·es). Cette histoire est particulièrement dure à lire car elle est faite de mutilations, de dommages physiques irrémédiables et d'une violence psychologique répétée et sournoise. Notamment une culture du secret puisque la plupart du temps, on leur a même caché l'objet des nombreuses opérations qu'ils ont subi et nombre d'entre eux n'ont découvert la vérité qu'à l'âge adulte ! L'ouvrage montre combien le monde médical, drapé dans ses certitudes et sa vérité statistique, ne s'interroge jamais sur le bienfondé d'opérer/ mutiler un enfant et procède d'une idéologie de se conformer à la binarité. Car la plupart du temps, il n'y a pas de bienfaits physiques ni d'urgences médicales qui justifient leurs actes, seulement la supposition que l'enfant vivra mieux en étant assigné·e au maculin ou au féminin. Quant au consentement, les enfants ne sont tous simplement pas consultés tandis que les médecins imposent leur décision à des parents mal informés et déboussolés. Un livre qui prouve, s'il le fallait, que les catégories du normal et du pathologique construites par le monde médical sont arbitraires et relèvent de critères situés historiquement et socialement, et non d'une vérité biologique ultime. **AB** _

À la ligne // Julien Martinière //
Sarbacane, 2024

La bande dessinée *À la ligne* (*Feuillets d'usine*) est qualifiée de roman graphique – dont du reste on n'a pas fini de se demander ce que cela veut dire. Peut-être cela renvoie-t-il au fait qu'elle est adaptée du roman – ou du long poème – éponyme de Joseph Ponthus ? Quoi qu'il en soit, la recreation en BD de cette œuvre littéraire remarquable est à son tour une réussite. Il fallait pouvoir rendre compte tout à la fois de l'univers intérieur, du flux des pensées, d'un homme de lettres contraint à un « boulot alimentaire » et de la souffrance débilatante du travail, ainsi que de l'esclavage moderne aggravé des aléas de l'intérim dans les usines de production agroalimentaire (« *l'agro, comme ils disent* »). Dans un monde qui ne parle plus que de tertiarisation du travail, Julien Martinière – à la fois scénariste et dessinateur d'*À la ligne* – montre *ce qui ne mérite pas de l'être* : les tonnes de bœuf ou de crevettes qu'il

faut se coltiner à l'abattoir ou dans les conserveries, et les cadences infernales : « *Tu te rends compte aujourd'hui c'est tellement speed que j'ai même pas le temps de chanter* ». Les temps ont changé, l'embauche en usine à des fins révolutionnaires est passée, et c'est donc faire œuvre proprement politique que de donner à voir ce qu'est la condition ouvrière contemporaine qui, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, reste le pilier de nos sociétés. Il faut encore souligner que les quelque 200 pages de l'ouvrage, que rythment embauches, débauches et mornes semaines d'épuisement, ont ce mérite d'être tout à fait adéquates à l'univers qu'elles décrivent : dieu, que c'est long ! Sauf pour le·la lecteurice, bien sûr, emporté·e par un dessin en noir et blanc épuré, élégant et terriblement précis : quasi documentaire. **JFP** _



Margherita: Une enfance sicilienne //
Carmelo Virone // Le Cerisier, 2024

Si les récits sur l'immigration italienne en Belgique ne manquent pas ces dernières années, celui de Carmelo Virone prend un angle original : le parcours de Margherita, sa mère, restée de longues années au pays avant de fouler le sol belge pour rejoindre son mari au milieu du 20^e siècle. Ce faisant, il la sort de l'oubli, en lui demandant de raconter son histoire, son vécu, son exil. Le livre se base sur de multiples entretiens que l'auteur a menés avec sa mère au crépuscule de sa vie. Il a recueilli minutieusement ses souvenirs qu'il nous restitue, mêlant discrètement sa propre voix à la sienne. Cette histoire familiale commence à Favara, un village proche d'Agrigente. Haut perché, Favara vit essentiellement de l'agriculture et de petits négoce. Ses habitantes connaissent le dénuement total et la faim. Margherita décrit la vie quotidienne des villageois·es en Sicile, l'omniprésence de la religion et des traditions,

les rituels amoureux très encadrés, le contrôle social serré. Elle évoque également la période fasciste, le voisinage avec la mafia, la Seconde Guerre mondiale. Mais aussi la situation des femmes et des enfants, ainsi que les relations familiales. Le récit laisse aussi une belle place aux nuances apportées par la langue natale au travers de l'évocation des comptines et chansons que lui murmure sa mère. Carmelo Virone inscrit la vie de Margherita dans une perspective collective, il décrit les mouvements d'exil actuels, tout en mesurant les spécificités qui ont forgé les destins des sien·nes. Mais surtout il transmet son récit en ne mettant aucune barrière aux émotions qu'il suscite chez elle et chez lui. Expressions du visage, tonalité de la voix de sa mère, sentiments : le texte rend bien toute la charge émotionnelle et transgénérationnelle d'un parcours de migration. **SB** _

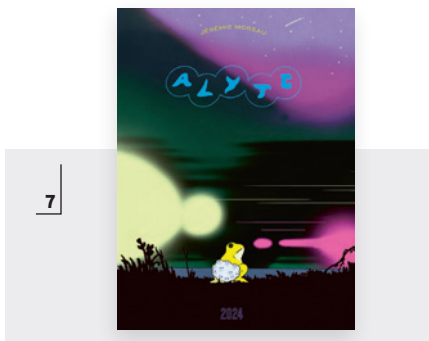
Alyte // Jérémie Moreau //
Éditions 2024, 2024

Le dessinateur Jérémie Moreau poursuit, avec sa nouvelle BD *Alyte*, son œuvre d'écologie et d'antisépisme sensible débutée avec *Le discours de la Panthère* et *Les Pizzlys*. Cette fable écologique douce-amère qui raconte la quête initiatique d'un jeune crapaud accoucheur – justement prénommé Alyte – est enchantée et plus profonde qu'elle n'y paraît. Elle emprunte aux codes du manga tout en exploitant une palette de couleurs chatoyantes. On suit avec tendresse, mais aussi angoisse, la découverte de son écosystème par ce jeune crapaud un peu perdu. Mais aussi, ses épreuves contre la « léthalite » (c'est-à-dire cette force morbide de l'industrialisation, l'artificialisation des sols et la destruction du vivant) représentée par une bande de goudron noir hurlante et aveuglante qui colonise la nature en fendant montagne et forêt, et tue les êtres qui osent s'y aventurer. Saumon sage bien que crédule, lézards en goguette, bouquetin fragile, divers rapaces plus ou moins bienveillants mais aussi des arbres vénérables conduiront Alyte d'embuches en expériences violentes qui le construiront. Tout cela donnera sens à son existence et nourrira son désir de lutter. Car c'est aussi en somme de sa politisation progressive dont il est question ici : faire de la forêt une ZAD. Dans *Alyte*, le fait de percevoir les choses par le seul regard animal (l'espèce humaine est sciemment évacuée du récit bien qu'on sache évidemment qui est responsable des attaques contre la biodiversité) nous fait sentir à quel point les animaux sont des vivants dotés du droit éminent à vivre en paix dans leur milieu naturel. C'est littéralement la nature qui se défend. Et qui nous incite à combattre toutes les léthalites. **AB** |

Fin du monde et petits fours //
Édouard Morena // La Découverte, 2023

Cet essai du politologue Édouard Morena met en lumière les actions que les ultra-riches mènent pour imposer le verdissement du capitalisme comme unique solution aux problèmes posés par le réchauffement climatique. Cette classe conçoit globalement, selon l'auteur, ce verdissement et sa soi-disant transition énergétique comme ce qui lui permettra de maintenir ses privilèges de classe tout en se créant de nouvelles opportunités d'enrichissement. La démonstration est implacable et déconstruit facilement la croyance selon laquelle les ultrariches seraient désengagés au niveau climatique. Les multiples exemples qui parcourent le texte révèlent comment de nombreux ultra-riches investissent dans des cabinets de consultance, des ONG, des fonds philanthropiques, etc., afin de rallier à leur cause les investisseurs de la tech, les lieux de pouvoir internationaux, des mouvements pour le climat (la Bezos Earth Fund a investi 150 millions de dollars dans des organisations américaines pour la justice climatique) et de façonner l'opinion publique. La propagande qui découle de cet investissement et de cette récupération martèle que seuls le greenwashing et le technosolutionnisme constituent une

voie réaliste et assez rapide pour répondre à une urgence que les simples citoyens seraient incapables de penser et à laquelle ils ne sauraient répondre promptement. Dans le même temps, l'auteur expose à quel point ces politiques climatiques sont une impasse qui, « en plus d'être inefficaces [...] font injustement peser le risque et le coût financier des politiques de transition sur la collectivité ». Si la démarche de l'auteur est salutaire pour comprendre le fonctionnement systémique du capitalisme dans sa phase actuelle, elle n'a pas comme objectif d'explorer comment se débarrasser de cette propagande funeste pour construire un horizon viable et désirable sur le long terme. À ce niveau, signalons un autre livre, *Le mur énergétique du capital* de Sandrine Aumercier (Crise et critique, 2021), qui utilise les outils de la critique de la valeur pour penser jusqu'au bout les questions de la limite des ressources énergétiques et matérielles. L'autrice questionne sur cette base à quelles conditions la production de technologies restera possible et projette le-la lecteurice dans un monde postcapitaliste, où l'argent ne serait plus utilisé. Un horizon désirable, parmi d'autres... **GJ** |



Devenir fasciste: Mode d'emploi //
Michela Murgia // Plon, 2024

Michela Murgia, écrivaine, essayiste et militante féministe italienne active jusqu'à sa mort en 2023, plonge avec *Devenir fasciste: Mode d'emploi* le lecteur et la lectrice dans la peau d'une apprentie fasciste. En dix courts chapitres, elle nous entraîne au cœur des rouages de la machine fasciste et expose avec précision les discours, les méthodes et les stratégies utilisés pour devenir fascistes. Le ton est incisif, le propos est provocateur et sans détour. Le résultat obtenu est glaçant. À travers son analyse, on réalise à quel point ces discours sont déjà omniprésents. Publié en Italie en novembre 2018, peu après les élections parlementaires historiques qui ont vu la droite et l'extrême droite remporter le scrutin, cet antimanuel a le mérite de

bousculer les certitudes de nos sociétés démocratiques qu'on suppose – à tort – solidement ancrées. Traduit par Angela Calaprice et publié en français en 2024, sa diffusion à travers l'Europe et le monde paraît plus que jamais essentielle face au virage autoritaire que nous vivons. Michela Murgia parvient avec *Devenir fasciste* à marquer les esprits et à affûter nos anticorps démocratiques là où la dénonciation répétée de la rhétorique d'extrême droite semble avoir perdu de sa force. Elle en fait une œuvre puissante qui nous pousse à la vigilance et à l'urgence de renforcer et réinventer nos démocraties vieillissantes. Avec l'espoir qu'il ne soit pas déjà trop tard. **MD** |





10

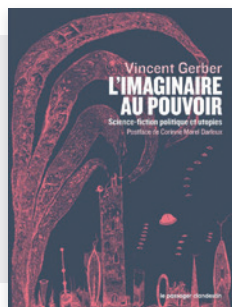
Prises de parole // **Christine Mahy** **// Couleur livres, 2024**

Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, n'est plus à présenter. Sa maîtrise de l'art oratoire et du plaidoyer à des fins mobilisatrices non plus. Ses interventions orales ont toutes la même particularité : elles sont rarement préécrites afin de s'articuler avec force et liberté au contexte, aux échanges et à l'énergie de l'évènement qui se déroule là. De quoi les rendre plus percutantes. Jacqueline Fastrès et Jean Blairon, respectivement coordinatrice du département formation/recherche et expert associé pour l'association d'éducation permanente RTA à Namur ont joué aux archivistes. Voici donc rassemblées, sous la forme populaire de l'Abécédaire, vingt-six prises de parole transposées à l'écrit. L'ouvrage restitue tout ou partie de ses interventions les plus marquantes de la dernière décennie et permet une réflexion sur l'actualité sociale et politique dans laquelle ces prises de parole ont pris forme. Que Christine Mahy parle culture, enfance, logement, mobilité, santé, travail... sa question sous-jacente est toujours : « *Quelles sont les priorités que se donne notre société envers sa population pour que son existence soit possible ?* » Et ce qui résonne le plus, c'est la voix des expert-es du vécu. Car au Réseau, on trouve indispensable d'entendre le point de vue des personnes qui vivent durablement dans le trop peu de tout – d'argent, de respect, de droit à occuper une place, d'être entendu-es, d'être reconnu-es dans sa culture... Alors, ce sont toutes ces histoires que Christine Mahy raconte aussi. Comme quand elle cite une maman qui a émis un constat tellement fort : « *La pauvreté, c'est l'intelligence à temps plein et sans repos.* » Car tout ce qui a l'air habituellement facile dans la vie est très compliqué quand on vit dans la pauvreté. Des mots pour dire le visible et l'invisible. **CB**

L'imaginaire au pouvoir // Vincent Gerber **//** **Le passager clandestin, 2024**

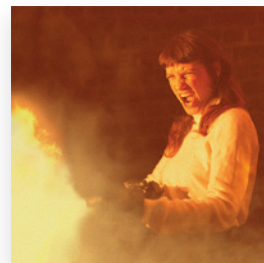
Comment faire face à notre monde qui gronde ? Entre le dérèglement climatique, les invasions russe en Ukraine et israélienne au Moyen-Orient et le trumpisme au pouvoir, difficile de se laisser aller à rêver. Et pourtant, à lire l'ouvrage *L'imaginaire au pouvoir* de Vincent Gerber, on comprend l'importance du rêve et de l'ouverture de nos imaginaires et donc celle des récits de science-fiction dont on saisit, grâce à son analyse, la portée politique. S'il affirme, nombreuses preuves à l'appui, que la science-fiction ne doit pas être perçue comme le lieu de propositions crédibles de solutions politiques, il démontre combien, dans sa critique des systèmes de pouvoir, ce style littéraire dispose d'une certaine force transformatrice. Après avoir posé les fondements de sa réflexion, l'auteur analyse la place des utopies au sein de ces récits en affirmant que, contrairement à ce que l'on croit souvent, elles ne doivent plus être perçues comme une fin en soi. Alors que les dystopies imprègnent notre

quotidien, que leurs images nous paralysent en raison de l'anxiété qu'elles génèrent, les utopies sont un outil à haut potentiel émancipateur grâce à leurs propositions de contre-scénarisation. L'auteur met néanmoins les lectrices en garde : aucune utopie n'est parfaite ni universaliste. Si récit utopique il doit y avoir, il doit être un voyage, un horizon et non un objectif à atteindre. Et à nous de nous réapproprier ces histoires pour que nos imaginaires servent d'outils pour appréhender nos mondes trop hermétiquement fermés. La portée immersive de la science-fiction nous permet de nous identifier et de nous poser des questions alors que les discours politiques nous paraissent éloignés et désincarnés, hors du champ de nos vécus quotidiens. Cette capacité à toucher émotionnellement permet aux récits science-fictionnels d'ouvrir la voie pour contourner le filtre de la pensée dominante et ainsi nous donner des clés pour agir sur le présent. Salvateur, par les temps qui courent... **JR**



11

théâtre



1

Rage // Émilienne Flagothier **//** **Mars – Mons arts de la scène,** **Théâtre National Wallonie-Bruxelles, 2023**

Rage est un spectacle à l'esthétique punk, sanglant et jubilatoire mis en scène par Émilienne Flagothier, metteuse en scène dont on connaissait déjà *We should be dancing*, un spectacle de danse où des actrices adultes reproduisaient des mouvements d'enfants de 2 à 5 ans. Sur scène, on voit défiler des bouts de réalité, des tableaux de la vie quotidienne et de la banalité du sexisme ordinaire : le patron qui t'appelle « ma belle », le mec qui appelle sa meuf pour avoir une liste de course, l'inconnu qui te siffle dans la rue, le mec qui t'explique la vie, les blagues misogynes au supermarché... Et puis c'est la phrase ou le geste de trop qui réveille la colère et déclenche une violence qui s'abat sur cet homme, confiant, n'imaginant pas une seule seconde devoir faire face à une contre-attaque. Quatre actrices jouent l'ensemble des rôles,

chorégraphiant et sonorisant les combats. Autant de scènes de micro-agressions comme revues et corrigées par Valérie Solanas, intellectuelle féministe états-unienne qui expliquait dans *Scum Manifesto* pourquoi et comment il faudrait tuer tous les hommes. Comme le dirait la metteuse en scène, dans *Rage* « on se lève et on tabasse ». Le temps long de la représentation nous permet de zoomer sur ces scènes quotidiennes, de les mettre en lumière et de sentir monter la colère en les regardant, ensemble. Riposte à la misogynie, *Rage*, revendique une place pour la misandrie littéraire, une place qui fait du bien. La pièce permet d'œuvrer à aiguïser notre conscience de ce qu'on perçoit dans la vie quotidienne, de se réapproprier un droit à la violence, de prendre conscience de la puissance de la colère et de l'importance de la cultiver. **MDes**



1



2

Je ne me laisserai plus faire // Gustave Kervern // Les Films du Worso – Arte, 2024

La vengeance est un plat qui se mange froid. Elle peut aussi se déguster sous la forme d'une comédie sociale et politique, délicate comme un bonbon à la violette qui vous parfume la bouche et laisse remonter à votre mémoire tous ces instants où, face à la connerie ambiante et à la méchanceté gratuite, vous avez rangé votre révolte dans votre slip. Résigné-e, humilié-e, forcé-e de déclarer forfait face aux convenances et au déterminisme social qui vous infligent finalement une double peine : avaler les couleuvres et en vanter la saveur. Dans l'attente probable de la laisser enfin jaillir, cette révolte, et de régler vos comptes avec celles et ceux qui vous ont infligé les pires humiliations ordinaires. C'est précisément ce qu'entreprennent Émilie (Yolande Moreau), une septuagénaire fugitive d'un EHPAD récemment désenfantée, et Lynda (Laure Calamy), femme de ménage dans la maison de retraite, dans cette première réalisation solo de Gustave Kervern. Un petit bijou qui se situe quelque part entre *Thelma et Louise* et *Dikkenek*. Nous voilà témoins d'une épopée

vengeresse, une croisade flamboyante, un *road movie* dans le nord de la France, durant laquelle deux femmes qui n'ont plus rien à perdre règlent leur compte avec celles et ceux qui ont abimé leurs existences. Habitée par un esprit de rébellion face aux dominations, mais aussi par la tendresse et la poésie, les deux protagonistes semblent tracer pour nous la route vers un monde plus juste. Irrésistiblement, nous montons à bord de leur Citroën de location (qui finira bien évidemment à la casse) pour les accompagner dans l'aventure palpitante et hilarante de leurs exquises vengeances mues par leur soif inextinguible de « se réapproprier leur dignité piétinée ». MM

Soundtrack to a Coup d'Etat // Johan Grimonprez // Warboys, BALDR Film, 2024

Le 17 janvier 1961, Gérard de Soete – gendarme belge – assassine sur ordre des autorités belges le président du Congo Patrice Lumumba. Dans un entretien, il raconte l'exécution et livre les détails : à l'aide d'une tronçonneuse, il découpe le corps de l'homme politique avant de jeter les morceaux dans un bain d'acide. Ne reste du président congolais qu'une dent ayant résisté à la dissolution que de Soete garde comme « trophée de guerre ». Il faudra attendre juin 2022 pour que la Belgique la restitue à la famille du président. Six mois avant l'exécution, le 30 juin 1960, l'indépendance du Congo avait été accordée à contrecœur par le Roi Baudouin. Le Congo indépendant, incarné par la figure charismatique de Patrice Lumumba, donna au panafricanisme un visage, un projet et un élan menaçant le monopole de l'Occident à l'ONU. *Soundtrack to a Coup d'Etat* de Johan Grimonprez est une œuvre cinématographique aussi majestueuse qu'historique qui propose de revenir sur cette page de l'histoire sinon oubliée, du moins occultée. En agencant images d'archives, classiques de jazz, citations et entretiens d'époque, le documentaire nous plonge dans un tunnel cinématographique qui réinvente le genre. Les figurant-es ? Nikita Khrouchtchev,

Nina Simons, Dwight Eisenhower, Mobutu Sese Koko, Andrée Blouin, Pauline Opango, Patrice Lumumba, Malcolm X, Louis Armstrong, Duke Ellington et d'autres dans leur propre rôle. Le scénario ? Les enjeux coloniaux et géopolitiques du partage de l'Afrique par l'Occident en période de Guerre froide et l'instrumentalisation du *soft power* étatsunien au service de l'impérialisme. Le style ? Stroboscopique et entraînant à la manière d'une session de *jam*. Entre un documentaire, une bande-son et une narration non linéaire flirtant avec les codes du cinéma expérimental, *Soundtrack to a Coup d'Etat* est un objet historique, visuel et musical hors du commun. Il montre comment la CIA, la France et la Belgique utilisèrent les musicien·nes de jazz comme émissaires au Congo, en vue de déstabiliser le pays récemment indépendant. La sortie en salle de ce chef d'œuvre intervient dans un contexte politique contemporain brûlant, au même moment que la parution de l'œuvre poétique de Samy Manga *La Dent de Lumumba* aux éditions Météores et que l'intensification du génocide au Congo. « L'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Congo » disait Frantz Fanon; *Soundtrack to a Coup d'Etat* propose de remettre un doigt dessus. FP

Où nous trouver ?

Nous sommes distribués dans près de 50 lieux culturels, mais pour être sûre de nous trouver, rendez-vous chez nos partenaires :

Librairie Poëtini

Rue de Roumanie 28, 1060 Saint-Gilles

Ozfair

Av. Jean Volders 9, 1060 Bruxelles

Librairie Herbes folles

Rue Saint-Guidon 30, 1070 Anderlecht

Librairie Quartier libre

Ch. d'Alseberg 374, 1180 Uccle

Barricades – Librairie Entre-Temps

Rue Pierreuse 15, 4000 Liège

Librairie Papyrus

Rue Bas de la Place 16, 5000 Namur

Centre culturel L'Eden

Bd Jacques Bertrand 1/3, 6000 Charleroi

Abonnez-vous sur www.agirparlaculture.be

Suivez-nous sur



2025

Les prochaines formations PAC

2026



Animer un *atelier*
d'arpentage

07
&
08

1^{ÈRE} SESSION

JUILL.

2025

17
&
19

2^E SESSION

SEP.

2025

à Bruxelles

Le conflit: une dynamique
transformatrice

OCT.

À

NOV.

2025

à Bruxelles

//8 JOURS//

Devenir écrivain
ou écrivaine
publique

04

NOV.

2025

AU

03

FÉV.

2026

à Huy-Waremme

//21 JOURS//

Écologie depuis
les marges

18

NOV.

2025

AU

16

DÉC.

2025

à Bruxelles

//5 JOURS//

Création d'une
balade sonore

JAN.

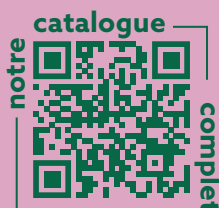
À

JUIN

2026

à Bruxelles

//16 JOURS//



Plus d'infos ?
Contactez-nous :
formation@pac-g.be

Mouvement
écosocialiste

Agir par la Culture


FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

www.pac-g.be